

ASSURER LA SECURITÉ ALIMENTAIRE EN PÉRIODE DE VOLATILITÉ DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

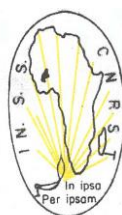
Rapport Du Burkina Faso



Panier de la ménagère, Kaya, Burkina Faso, 2012. Photo: INSS-Etude Oxfam

KIBORA OUHONYIOUÉ LUDOVIC

INSTITUT DES SCIENCES DES SOCIÉTÉS (INSS/ CNRST)



Au Burkina Faso l'agriculture est le principal secteur d'activité économique, mais peine à nourrir une population d'environ 16 millions d'habitants. Les pauvres qui représentent 46% de la population sont particulièrement vulnérables. L'étude du niveau de bien-être des enquêtés révèle des logiques différenciées autour de considérations matérielles, culturelles, sociales et économiques. Sur le marché, l'évolution des prix des denrées alimentaires obéissent parfois à la dure loi des spéculations imposées par les commerçants. En situation de crise alimentaire, les populations ajustent leurs besoins en fonction de leur pouvoir d'achat. Leur train de vie diminue, leur consommation de plantes alimentaires augmente, et certains développent de nouvelles activités génératrices de revenus. La pratique de l'orpaillage et la migration vers les centres urbains et vers les pays voisins constituent des stratégies adoptées. Cela leur permet d'avoir des ressources financières pour faire face à la volatilité des prix des denrées alimentaires. La présence de nombreuses institutions nationales et internationales d'aide humanitaire et de secours d'urgence, soulagent les populations mais de manière ponctuelle et parfois inadaptée. Une solution à l'insécurité alimentaire consisterait à renforcer les stocks de sécurité alimentaire, promouvoir l'agriculture, et contrôler la fluctuation des prix.

ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN PÉRIODE DE VOLATILITÉ DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

.....
ÉTUDE AU BURKINA FASO (KAYA & NESSEMTENGA)

MEMBRES DE L'ÉQUIPE

PR LUDOVIC O KIBORA
COORDINATEUR GÉNÉRAL

DR NAKOULMA GOAMA AROUNA
RESPONSABLE CHARGÉ DU RAPPORT GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

DR ZERBO ROGER
RESPONSABLE ADJOINT CHARGÉ DU RAPPORT DE L'ÉTUDE

DR KORAHIRE JOËL
RESPONSABLE CHARGÉ DES INDICATEURS DES PRIX DES PRODUITS DE
CONSOMMATION COURANTE ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

DR MEUNIER AUDE / NIKIEMA
RESPONSABLE CHARGÉ DE LA CARTOGRAPHIE ET DES DONNÉES SPATIALES

MME CONGO AOUA CAROLE
RESPONSABLE CHARGÉE DE LA TRADUCTION DES DOCUMENTS ET DE LA
PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS DE GENRE

ASSISTANTS DE RECHERCHE, ÉQUIPES D'ENQUÊTEURS

EQUIPE 1:

MR OUEDRAOGO ISSIAKA

MR OUEDRAOGO SOULEHIMANE

EQUIPE 2:

MR SEGDA ABLASSE,

MR MANDO DJIBRIL,

MME KAGAMBEGA ALINE

APPUI DES TECHNICIENS DE RECHERCHE DU DÉPARTEMENT SOCIO-ÉCONOMIE ET ANTHROPOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT

MME HEMA KALA BRIGITTE

MME DAYAMBA KAYABA FRANCIS

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGR	Activité génératrice de revenu
AME	Association des mères éducatrices
ATAD	Alliance technique d'assistance pour le développement
BM	Banque mondiale
CARFO	Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CEDRES	Centre d'études, de documentation et de recherches économiques et sociales
CNSS	Caisse nationale de sécurité sociale
COPROSUR	Comité provinciale de secours d'urgence
CONASUR	Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CPRC	Centre de recherche sur la pauvreté chronique
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CSPS	Centre de santé et de promotion sociale
CVD	Comité villageois de développement
DGPER	Direction générale de la promotion de l'économie rurale
DGPSA	Direction générale de la prévision et des statistiques agricoles
DGQM	Direction générale de la qualité et de la métrologie
EBCVM	Enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages
FAO	Food and agriculture organization
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
HCR	Haut commissariat aux réfugiés
IGAE	Inspection générale des affaires économiques
INERA	Institut de l'environnement et de recherche agricole
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
IST	Infections sexuellement transmissibles
JNP	Journée nationale du paysan
OCADES	Organisation catholique pour le développement et la solidarité
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OGM	Organisme génétiquement modifié
ONG	Organisation non gouvernementale
OXFAM	Oxford committee for famine relief
PAM	Programme alimentaire mondial
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PRPC	Projet de recherche sur la pauvreté chronique
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SOMIKA	Société minière kindo adama
SONAGESS	Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
VIH	Virus immuno déficience humaine

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	3
TABLE DES MATIERES	4
1 INTRODUCTION.....	6
2 CONTEXTE DU PROJET	6
2.1 Enjeux de la production agricole.....	6
2.2 Perceptions des crises alimentaires	7
2.3 Problématique de sécurité alimentaire.....	8
2.4 Contributions financières et habitudes alimentaires	8
2.5 Objectif général de l'étude	8
2.6 Objectifs spécifiques	9
3 MÉTHODOLOGIE.....	9
3.1 Collecte des informations.....	9
3.2 Equipe de recherche	10
3.3 Description des tâches.....	10
3.4 Organisation des séances de travail.....	11
3.5 Echantillonnage.....	12
4 DESCRIPTION DES SITES DE RECHERCHE.....	16
5 VOLATILITÉ DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET MESURES DE REGULATIONS	18
5.1 Etat de la production alimentaire	18
5.2 Fonctionnement du marché céréalier au Burkina Faso.....	19
5.3 Pauvreté et stratégie de réduction	20
5.4 Volatilité des prix des produits alimentaires.....	20
5.5 Gestion des stocks de sécurité alimentaire et contrôle des prix.....	21
5.6 Politique agricole au Burkina Faso	22
6 VARIABILITÉ DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES, PERCEPTIONS ET ATTITUDES DES POPULATIONS	22
A- POINT DE VUE DES PERSONNES RESSOURCES	22
1-Perceptions des tendances du bien-etre	22
1-1. Description de quelqu'un ou d'un ménage où les gens vivent bien	24
1-2. Description de quelqu'un ou d'un ménage où les gens vivent moyennement bien	24
1-3. Description de quelqu'un ou d'un ménage où les gens ne vivent pas bien	25
1-4 Perceptions des changements survenus ces cinq (5) dernières années.....	26
2-Stratégies d'adaptation ponctuelles face aux crises.....	26
3-Systèmes de protection sociale	28
B-ANALYSE DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES DANS LA VILLE DE KAYA	30
1-Perception des tendances du bien-être.....	30
1-1. Description du mode de vie des ménages et leurs habitudes alimentaires	30

1.2. Différences en termes de genre et de catégories socioprofessionnelles	31
1-3. Comportements en temps de volatilité des prix des denrées alimentaires	32
2. Strategies d'adaptation dans les ménages	33
3. Systèmes de protection sociale	34
C- ANALYSE DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES DANS LE VILLAGE DE NESSEMTENGA.....	35
1. Perception des tendances du bien-être	35
1-2. Description du mode de vie des ménages et leurs habitudes alimentaires	35
1-2. Différences en terme de genre et de catégories socioprofessionnelles.....	37
1-3. Comportements en temps de volatilité des prix des produits alimentaires	37
2-Strategies d'adaptation	38
3-Systèmes de protection sociale	38
7 RÉSULTATS SUR D'AUTRES SUJETS	39
7.1 Les futurs agriculteurs.....	39
7.2 Activités des jeunes comparées à celles de leurs parents	40
8 IMPLICATIONS POLITIQUES.....	41
8.1 Promouvoir la vente de vivre à prix social au profit des plus démunis	41
8.2 Renforcer la mécanisation de l'agriculture	41
8.3 Mettre a la disposition des zones déficitaires les productions vivrières des provinces excédentaires	42
8.4 Promouvoir les activités génératrices de revenus pour les jeunes agriculteurs et les femmes	42
8.5 Mettre en place une centrale d'achat de céréales et d'intrants agricoles.....	42
8.6 Veiller à l'intégration agriculture - élevage	42
8.7 Mettre en place un système de protection sociale en faveur des plus démunis	43
8.8 Dynamiser les politiques d'intégration	43
9 CONCLUSION	43
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	45

1 INTRODUCTION

Depuis ces deux dernières décennies (1990-2010), des spécialistes en développement et analystes des conditions d'existence des populations évoquent la cherté de la vie. La notion de « *vie chère* » est ainsi entrée dans le vocabulaire des populations des villes et des campagnes du Burkina Faso. Lorsque les gens parlent de « *vie chère* » ils représentent une situation d'augmentation des prix des produits de grande consommation voire de première nécessité que sont le sorgho, le maïs, le riz, l'huile, le sucre, *etc.*, mais également le difficile accès aux services sociaux de base tels que le transport, les soins de santé, l'accès à l'eau potable et à l'électricité. La hausse des prix de ces biens et services est durement ressentie par les différentes couches sociales de la population, surtout les plus pauvres. Les populations des villes et des campagnes sont toutes confrontées à cette réalité. Ces dernières années, la crise alimentaire est une réalité surtout dans les pays du Sud. Ceci est parfois consécutif à des épisodes de sécheresse qui entraînent la famine dans certains endroits. C'est dans ce contexte que l'ONG OXFAM Grande-Bretagne a commandité une étude dans dix (10) pays à travers le monde, dont le Burkina Faso. Elle porte sur *la sécurité alimentaire en période de fluctuation des prix des denrées alimentaires*. L'objectif de cette étude consiste à déterminer les changements de comportements et d'attitudes des populations induits par ce phénomène, les différentes stratégies qu'elles adoptent pour s'adapter à ces changements, les systèmes de protection sociale dont elles bénéficient en période de crise et enfin les attentes et perspectives, relatives notamment à l'avenir des jeunes dans l'activité agricole. Les conclusions de cette étude permettront de formuler des recommandations à l'endroit des décideurs pour la mise en œuvre d'actions pour prévenir ou réduire les effets négatifs des crises alimentaires.

2 CONTEXTE DU PROJET

Ce paragraphe fait état de la production agricole, aborde les questions relatives à la crise alimentaire au niveau local et international, ainsi que les habitudes alimentaires des populations du Burkina Faso.

2.1 Enjeux de la production agricole

La hausse des prix des denrées alimentaires au niveau mondial a fragilisé la sécurité alimentaire et constitue un fardeau pour les personnes pauvres dans de nombreux pays en développement. La cherté de la vie a occasionné des émeutes dans certains pays d'Afrique où une grande partie de la population vit dans la précarité. Au niveau international, on estime que la conjugaison de divers facteurs tels que les coûts de production élevés, de l'énergie et du transport, les effets néfastes des changements climatiques marqués par l'alternance des sécheresses et des inondations, l'augmentation de la production de biocarburants à partir de céréales et d'oléagineux, la fluctuation du cours du dollar et de l'euro en plus les différentes spéculations autour des prix des produits céréaliers, induisent une hausse des prix des produits de grande consommation notamment les produits alimentaires.

Selon des analystes, l'une des causes majeures de l'insécurité alimentaire que subissent certaines régions de la planète est la promotion du biocarburant. Les stratégies d'incitation à la production du biocarburant ont entraîné une concurrence entre les cultures vivrières et celles de rente provoquant une faible disponibilité des denrées alimentaires sur les différents marchés. En effet, le rapport 2008 de l'OCDE évalue le soutien aux biocarburants aux États-Unis, en Europe et au Canada en 2006 à environ 11 milliards de Dollar US, ce qui devrait atteindre 25 milliards sur la période 2013-2017.

L'engouement pour la bioénergie est également perceptible au Burkina Faso à travers la production intensive du *Jatropha Curcas* et du coton. Ce qui pourrait à la longue, entraîner un appauvrissement des terres cultivables, et une diminution progressive de la production des céréales destinées à l'alimentation.

Au Burkina Faso, 80% de la population se consacre à l'activité agricole. On retrouve une diversité de produits agricoles en majorité les cultures céréalières (sorgho, mil, maïs, riz). On trouve également des légumineuses des oléagineux (arachide, niébé, *souma*, sésame, soja), et des cultures maraîchères (tomate, aubergine, choux, carottes, oignons). Les céréales occupent dans les différentes régions, une part importante des superficies exploitées. Il faut remarquer que les céréales sont peu vendues. Elles sont destinées principalement à la consommation domestique. Par exemple, entre 2002 et 2003, seulement 10% de la production céréalière est vendue sur le marché selon la Direction générale des prévisions et de statistiques agricoles (DGPSA¹, 2007). L'autre proportion de la production céréalière (environ 90%) est destinée à la consommation domestique, à la constitution de stocks de sécurité alimentaire et aux dons. Lorsque la production céréalière est déficitaire, les ménages ont recours aux activités génératrices de revenus (AGR) telles que le commerce du bétail, et ses sous-produits, le commerce des produits artisanaux en vue d'assurer l'accès aux produits alimentaires. Par ailleurs, l'importation des denrées alimentaires, autorisé par le gouvernement vient en appui pour assurer la disponibilité des céréales destinées à la consommation. C'est dans ce sens que de nombreux opérateurs économiques, s'investissent dans l'importation du riz, du maïs en provenance des pays voisins et d'autres continents principalement l'Asie et l'Amérique. En plus de cela, d'autres pays et organismes humanitaires apportent de l'aide alimentaire au Burkina Faso. C'est le cas par exemple du Japon, d'Arabie Saoudite, la Chine Taiwan et des États unis d'Amérique (*Catholic relief service*).

2.2 Perceptions des crises alimentaires

La gestion des épisodes de famine est une préoccupation tant pour les institutions internationales que pour les politiques nationales. Malgré l'implication de l'organisation des Nations Unies (FAO, PAM) pour intervenir dans des situations d'urgence, de nombreuses personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire. En effet, selon le constat de Boubacar Ba (2008) ; « *la crise alimentaire sévit dans plusieurs pays du monde et nombres d'analystes s'en étonnent. Elle a surpris non pas parce que l'on ignorait les problèmes alimentaires, mais par son caractère brusque et la rapidité de son expansion dans tous les continents. La crise alimentaire persistante révèle le caractère inapproprié des mécanismes mis en œuvre afin d'assurer une sécurité alimentaire* ».

Des spécialistes de la sécurité alimentaire s'accordent à dire que les crises alimentaires dans le monde ne sont pas l'œuvre d'une production insuffisante des denrées alimentaires. Pourtant, près d'un milliard de personnes ont des difficultés quotidiennes à se nourrir. Pourquoi une telle situation ? Du point de vue de Amartya Sen², l'explication réside dans l'absence de solidarité internationale en matière de transferts de technologies agricoles, la corruption, la guerre, les catastrophes naturelles et le manque d'institutions démocratiques. Cette vision n'est pas partagée par d'autres auteurs tels que Thomas Bassett (géographe) et Alex Winter-Nelson (économiste). En effet dans leur ouvrage, intitulé *the Atlas of World* (2010), ils expliquent que la guerre et les catastrophes naturelles n'engendrent pas vraiment la faim. Celles-ci ne font qu'exposer les personnes dont l'approvisionnement alimentaire était déjà critique. Selon ces auteurs, la faim serait

¹ Direction générale des prévisions et des statistiques agricoles

² Amartya Sen in *Paritech Review* juin 2010

particulièrement corrélée à un certain nombre de facteurs sociaux, en particulier la pauvreté, la restriction de droits politiques ou sociaux, et non à la production agricole. Pour y faire face, ces derniers suggèrent d'une part, un degré de stabilité politique, l'accès à des services sociaux et à la sécurité sociale et d'autre part, l'égalité des sexes. En effet, selon Thomas Bassett (2010), lorsque les femmes ont un statut plus élevé, les enfants sont mieux nourris. De même lorsqu'elles ont accès à l'éducation, elles sont susceptibles d'avoir un revenu et par conséquent plus d'autonomie dans les foyers pour décider de la taille de leurs familles.

2.3 Problématique de sécurité alimentaire

Le concept de la *sécurité alimentaire* a beaucoup évolué, mais diffère parfois selon les continents et les pays. Pour la FAO, la sécurité alimentaire existe dans un pays « *lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment et en tout lieu, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive pour mener une vie saine et active* » (FAO, 2006). Selon le constat de Boubacar Ba (2008), l'autosuffisance alimentaire complète n'a jamais été réalisée en Afrique subsaharienne, même dans les pays les mieux dotés en ressources naturelles. Il faut reconnaître que l'autosuffisance alimentaire relève des spécificités agro-écologique et politico-économique qui doivent commander le niveau d'autosuffisance que chaque pays devrait tenter de réaliser (Azoulay & Dillon, 1993,). Néanmoins, un pays peut disposer d'une bonne production agricole et connaître en son sein des poches de famine comme le souligne Boubacar Ba (2008). A titre d'exemple, il rappelle que dans les années 1970 et 1980 dans les zones sahéliennes d'Afrique, des milliers de personnes et leurs bétails sont morts de famine alors qu'il existait des productions de céréales assez importantes dans certaines localités. Une telle situation pouvait être évitée ou atténuée si les marchés locaux disposaient d'une stratégie adéquate de distribution dans les zones déficitaires.

2.4 Contributions financières et habitudes alimentaires

Le revenu monétaire agricole représente 60% du revenu monétaire global au Burkina Faso. L'importance du secteur agricole dans l'économie nationale s'apprécie d'une part, par sa contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (31,2% en 2003) et d'autre part, par la forte proportion de la population qui s'y consacre (80%). Celle-ci se retrouve majoritairement en milieu rural. Il faut noter que seulement 39% des superficies cultivables sont exploitées. Cependant, l'activité agricole est orientée vers la subsistance à travers les petites exploitations familiales qui couvrent environ 3 à 6 ha (PAM/DGPER, 2012).

La consommation alimentaire humaine est dominée par les céréales à environ 70% complétée par les fruits et légumes (1%), les racines et tubercules (1 à 2%), les oléagineux et légumineuses à graines (17%), les produits animaux, halieutiques et les produits de la chasse. L'apport calorique au Burkina Faso est estimé à 2140 kcal/personne/jour tandis que la norme fixée par la FAO se situe entre 2500-3000 Kcal/personne/jour. De nombreux facteurs expliquent cette insuffisance en apport énergétique. Il s'agit entre autres des mauvaises campagnes agricoles, la pauvreté et les chocs exogènes matérialisés par la hausse des prix des denrées alimentaires. Tous ceux-ci contribuent à maintenir les populations dans une situation d'insécurité alimentaire et de précarité.

2.5 Objectif général de l'étude

Il s'agit, à travers cette étude, de trouver des réponses à court et long terme à la vulnérabilité des populations face à la fluctuation des prix des produits alimentaires. L'accent est mis sur les produits alimentaires de grande consommation.

2.6 Objectifs spécifiques

L'objectif général se décline en quatre objectifs spécifiques:

- Mettre en évidence les tendances du bien-être de la population en décrivant les situations et les conditions de pauvreté et d'aisance
- Identifier et analyser les stratégies d'adaptation ponctuelles des populations face aux crises alimentaires notamment les aspects liés à la volatilité des prix des denrées alimentaires sur le marché local;
- Identifier et analyser les modes de fonctionnement des systèmes de protection sociale formelle et informelle mise en place pour faire face à la vulnérabilité des populations;
- Comprendre l'engouement des jeunes pour l'agriculture et l'élevage, les difficultés rencontrées, ainsi que les perspectives de développement.

3 MÉTHODOLOGIE

3.1 Collecte des informations

L'étude a été commanditée par l'ONG Internationale *Oxfam* dans 10 pays : Bangladesh, Indonésie, Kenya, Zambie, Burkina Faso (région du Centre-Nord), Vietnam, Bolivie, Pakistan, Guatemala et Éthiopie. Selon la démarche il s'est agi d'une approche multisite et les mêmes outils proposés aux 10 pays. Cependant, chaque pays avait la possibilité d'adapter les outils d'enquête à ses spécificités locales. La ville de Kaya (zone semi-urbaine) et village de Nessesmtenga (zone rurale) ont été retenus au Burkina Faso.

L'étude a été conduite par une équipe pluridisciplinaire composée de sociologues, d'anthropologues, d'économistes, de géographes et d'une sociolinguiste. Elle a adopté une approche qualitative et interdisciplinaire pour appréhender le comportement et la perception des populations (acteurs au développement, commerçants, consommateurs) sur la variabilité des prix des denrées alimentaires, l'efficacité des politiques mises en œuvre en matière de sécurité alimentaire et de protection sociale.

La méthode s'est fondée sur des outils de collecte essentiellement qualitatifs que sont le guide d'entretien semi-directif et le guide d'animation des focus group. Les entretiens ont été réalisés par quatre enquêteurs de niveau maîtrise en sciences sociales et humaines sous la supervision de l'équipe de recherche qui a elle-même mené une partie des entretiens avec les personnes ressources. A cela, s'ajoutent l'observation directe et des photographies. Le volet quantitatif a consisté à collecter des données statistiques sur les prix des produits alimentaires³, les niveaux de production des produits agricoles, les indicateurs de pauvreté et de sécurité alimentaire, etc. En plus de cela, l'équipe a réalisée une revue de la littérature. Enfin, il a été procédé à l'élaboration d'une fiche de collecte de données géographiques qui a permis de réaliser une cartographie pour visualiser les sites d'enquêtes et les différents lieux d'approvisionnement des populations en denrées alimentaires.

³ Ces indicateurs sont renseignés mensuellement à partir du 25 septembre 2012

3.2 Equipe de recherche

La recherche est effectuée par des chercheurs de l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS), sous la responsabilité du Département socio-économie et anthropologie du développement (DSEAD). Ce département conduit des programmes de recherche abordant plusieurs thématiques dont l'assainissement, les conditions de vie des populations dans les zones défavorisées, les politiques de décentralisation et de gouvernance dans le secteur de la santé. L'équipe de recherche est composée de chercheurs et assistants dont les programmes de recherche sont orientés vers les questions traitées par la présente étude notamment la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la lutte contre la pauvreté, la gestion de l'environnement.

3.3 Description des tâches

Tous les membres de l'équipe ont travaillé de façon complémentaire et collégiale à l'exécution des tâches pour l'atteinte des objectifs du projet. Ci-dessous la description des tâches :

- **Le Coordonnateur général** de l'étude est chargé de la coordination scientifique et administrative du projet. Il effectue le recrutement et la formation des enquêteurs, veille au bon déroulement des activités du projet.
- **Responsable chargé du rapport général de l'étude** : Il supervise la collecte des données de terrain, vérifie la synthèse des rapports des équipes de collecte et coordonne la fusion des différents rapports des assistants de recherche en conformité avec les objectifs du projet. En outre, il soumet le rapport provisoire pour amendement au reste de l'équipe du projet.
- **Responsable adjoint chargé du rapport de l'étude** : Il assiste le responsable du rapport scientifique dans ses tâches. En sus, il entretient une relation constante et de proximité avec les assistants de recherche chargés de la collecte des données.
- **Responsable chargé des indicateurs et de la gestion financière** : Il suit les décaissements et les dépenses du projet en conformité avec le budget et propose si besoin est, des réaménagements au coordonnateur général. Il veille à la collecte des données statistiques d'intérêts et supervise la collecte des données de terrain.
- **Responsable chargée de la cartographie et des données spatiales** : Elle initie un assistant à l'utilisation du *Global Positioning System* (GPS) et propose les outils de collecte de données spatiales sur les marchés. Elle Participe à l'analyse des données.
- **Responsable chargée de la traduction et de la prise en compte des questions de genre** : Elle s'occupe de la traduction (français/anglais) des documents clé du projet et veille à la prise en compte des aspects genre dans le processus de la recherche. Elle participe à l'analyse des données.
- **Assistants de recherche** : ils sont chargés de la collecte des données sur le terrain, de leurs synthèses pour la rédaction du rapport final consolidé.
- **Technicien de recherche socio-économie** : ils sont chargés de la collecte des données statistiques et socio-économique liés à la sécurité alimentaire, à la réalisation de la revue de littérature, et contribuent à la rédaction du rapport final consolidé.

3.4 Organisation des séances de travail

Pour la mise en œuvre de l'étude sur la volatilité des prix des denrées alimentaires au Burkina Faso, l'équipe a eu plusieurs séances de travail afin d'organiser et mener à bien les travaux de collecte et d'analyse des données. Le coordonnateur de l'étude a établi un chronogramme et procédé à une répartition des tâches entre les membres de l'équipe, chacun selon son domaine de compétence.

Le 23 août 2012 : Une première séance de travail entre les membres de l'équipe s'est tenue en vue de s'accorder sur les objectifs du protocole de recherche ainsi que sur les voies et moyens de les atteindre. Le coordonnateur de l'étude a présenté le compte-rendu de sa mission au Kenya dans le cadre de ce programme. Il a rappelé les expériences partagées avec les équipes des différents pays concernés.

Le 30 août 2012 : La deuxième séance a été l'occasion d'organiser la formation des enquêteurs en français et en langue locale *mooré* sur l'utilisation des outils de collecte des données durant la première semaine du mois de septembre. Les enquêteurs ont été formés aux techniques d'enquête.

Du 6 au 8 septembre 2012, une mission exploratoire a été organisée sur les sites pour tester les outils d'enquêtes et procéder à des corrections en fonction des réalités du terrain. La phase préparatoire a permis de rencontrer les autorités et les populations résidentes pour leur expliquer le but de l'étude d'une part et identifier les acteurs à interviewer d'autre part. Des contacts ont été noués avec des personnes ressources en vue de faciliter les enquêtes. Les *points focaux* chargés de la collecte mensuelle d'informations sur l'évolution des prix des denrées alimentaires retenues ont été identifiés. Cette collecte est prévue pour être conduite durant les 4 années du programme.



Photos n°1 INSS-Etude Oxfam, Septembre 2012

Le 08 septembre 2012

Dans le village de Nessemtega

L'équipe de coordination de l'étude (Ludovic Kibora, Joel Arouna et des personnes ressources du village) en séance de travail et visite exploratoire dans le but d'organiser la collecte des données, la confirmation et la clarification du rôle du point focal pour le renseignement mensuel des prix des denrées alimentaires.

Du 14 au 24 septembre 2012, Après le *pré-test*, les questionnaires et les guides d'entretiens ont été améliorés suite aux observations faites sur le terrain. La phase d'enquête de terrain auprès des groupes cibles s'est déroulée du 14 au 24 septembre 2012. Après cette phase les travaux de rédaction du rapport provisoire ont été entamés.

Le 24 septembre 2012, une réunion de mise au point a permis de faire la restitution de la mission d'enquête de terrain, relever les difficultés rencontrées et proposer des solutions. Cette rencontre a été mise à profit pour envisager la suite du travail.

Le 29 septembre 2012, s'est tenue une réunion pour faire le point sur l'état d'avancement des travaux de transcription des données collectées, ainsi que la rédaction des rapports de synthèse. Les assistants ont été formés aux techniques d'analyse de données qualitatives, ainsi que les techniques de commentaires d'images.

3.5 Echantillonnage

Les personnes ressources

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'étude, les personnes ressources ont été sollicitées pour des entretiens individuels approfondis. Il s'agit des responsables d'associations, de chefs religieux et coutumiers, des responsables administratifs, des autorités politiques, des présidents de comités villageois de développement, des conseillers municipaux, des responsables d'ONG et des membres de la société civile. Leur connaissance du milieu et leur implication dans les actions de développement et de soutien aux populations vulnérables ont été des critères de leur sélection. Il s'agit des personnes qui, compte tenu de leur profession, de leur statut moral ou juridique (leaders d'opinions, autorités locales ou acteurs de la société civile, etc.) sont concernées par les questions de sécurité alimentaire.

Les personnes ressources ont été rencontrées individuellement à des endroits de leur choix. En effet, certains ont été rencontrés à leur domicile et d'autres sur leur lieu de travail. Elles ont une expérience pouvant permettre d'identifier et comprendre les crises institutionnelles, climatiques, sociales, ainsi que leurs impacts sur les populations locales. Ainsi dix sept (17) personnes ressources ont été identifiées sur l'ensemble des deux sites : 8 à Nessemtennga et 9 à Kaya.

Tableau n°1 : Profils des personnes ressources identifiées pour des entretiens individuels

Dans le village de Nessemtennga	Dans la ville de Kaya
Chef du village	Responsable de la ZAT
Président de l'association <i>Lagm Toumé</i>	Agent de l'ONG <i>Save the Children</i>
Présidente de l'Association des Mères Educatrices	Collecteur de taxe au marché central de Kaya
Présidente d'un groupement de femmes	Responsable du département solidarité de l'ONG OCADES
Collecteur de taxes au marché	Responsable de l'association féminine <i>Watinoma</i>
Catéchiste (Eglise catholique)	Responsable de projet à la Croix-Rouge
Conseiller communal	Chef coutumier
Président du comité villageois de développement	Responsable de la ligue des consommateurs
---	Un Pasteur de l'Eglise protestante

Source: *Enquête de terrain, Septembre 2012*

Animation des focus group

Différents profils ont été retenus pour la réalisation des *focus group*. La mission exploratoire a permis de retenir les catégories de personnes et les groupes socioprofessionnels à rencontrer. Les différents groupes ont été identifiés en tenant compte des profils proposés aux dix (10) pays participants au programme.

Tableau n°2 : Profils des personnes identifiées pour les focus group

Dans le village de Nessesmentenga	Dans la ville de Kaya
Jeunes femmes mariées	Jeunes hommes mariés
Hommes agriculteurs	Jeunes femmes mariées
Restauratrices/restaurateurs	Fonctionnaires retraités
Forgerons (ouvrier de la forge)	Membres de l'association des veuves
Femmes âgées vivant au sein d'un ménage	Vendeurs de céréales (grossistes et détaillants)
Hommes âgés vivant au sein d'un ménage	Artisans maroquiniers
Commerçants (grands étalage et boutiques)	Jeunes personnes qui vivent de la mendicité.

Source: Enquête de terrain, Septembre 2012



Le 16 septembre 2012

Dans le village de Nessesmentenga

Séance de *focus group* avec les jeunes agriculteurs. La séance est animée par deux enquêteurs (Djibril Mando et Aline Kagambèga). Dans cette séance, les participants sont invités à matérialiser sous forme de dessins leurs perceptions du bien-être sur un flip-chart.

Photos n°2 INSS-Etude Oxfam, Septembre 2012

Il s'est agi de mobiliser sous forme de groupes d'entretiens impliquant au moins sept (7) personnes de profil sociodémographique ou socio-économique identiques. Ce qui a permis de constituer des groupes homogènes avec pour objectif de faire en sorte que toutes les catégories sociales soient interrogées et partagent leurs points de vue sur les crises alimentaires. Dans l'ensemble, quatorze séances de *focus group* ont été organisées soit sept (7) à Kaya et sept (7) à Nessesmentenga). Pour chaque groupe de discussion, des questions spécifiques ont été posées afin de recueillir des informations sur leurs conditions de vie. C'est à l'occasion de l'animation des séances de *focus group* que certains participants ont été choisis dans le but de réaliser des enquêtes ménage à l'aide d'un questionnaire spécifique.

Enquêtes ménages

Elle a consisté à identifier un individu dans chaque focus group pour un entretien approfondi. Ces personnes ont été choisies soit selon leur disponibilité, leur motivation manifeste par rapport à la question, leur dynamisme lors des animations des focus group. Il s'agissait de s'entretenir avec elles sur les modes de vie des membres de leurs ménages, leurs habitudes alimentaires, les dépenses domestiques, ainsi que leurs stratégies d'adaptation en période de crise et de volatilité des prix des denrées alimentaires. L'objet de cette démarche était d'organiser des entretiens approfondis susceptibles de permettre à l'équipe de recherche, d'appréhender les logiques et comportements au sein des ménages. Chaque personne interviewée dans ce cadre a été invitée à

exposer son agenda journalier avec ou sans son conjoint. Au total, quatorze (14) ménages ont fait d'enquête.



Photo n°3 INSS-Etude Oxfam septembre 2012

La photo ci-contre représente le panier de la ménagère contenant les ingrédients servant à la préparation de la sauce du jour. Cette photo a été prise le 15 septembre 2012 dans le domicile de Mr et Mme Cissé dans la ville Kaya. Ce panier de la ménagère contient les ingrédients suivants :

- Tomate (10grammes)
- Poisson fumé, (5 grammes)
- Aubergine sauvage (5grammes)
- Viande de mouton grillée (1kilogramme)
- Arachide (500 grammes)
- Feuilles d'oseilles, (3 grammes)

Choix et rôle des points focaux pour le relevé des prix des denrées alimentaires

Sur chaque site (à Kaya et à Nassetenga) l'équipe de recherche a identifié deux personnes ressources comme étant des *points focaux*. Ils sont chargés de collecter et de communiquer à l'équipe de recherche les informations sur l'évolution des prix des denrées alimentaires identifiées sur les marchés locaux.



(Photo n°4 INSS-Etude Oxfam septembre 2012)

Le 15 septembre 2012, au marché du Village de Nassetenga, un membre de l'équipe de recherche se renseigne sur les prix des condiments devant un étalage. Il s'agit d'un étalage de vente de tomate. De la gauche vers la droite, le gros tas de tomate coûte 100frs Cfa et le petit tas coûte 50 frs CFA.

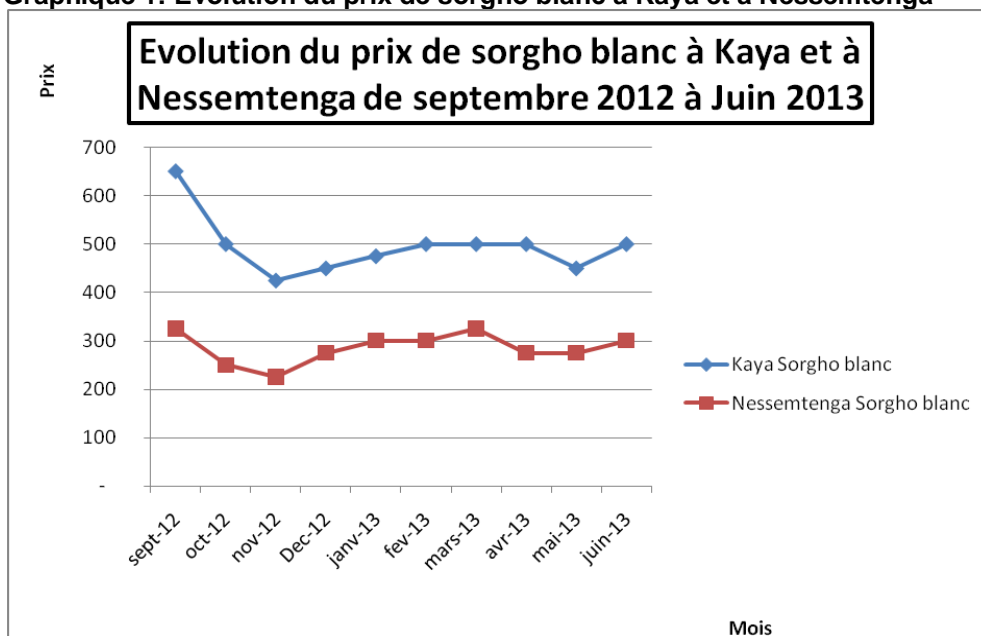
Les *points focaux* collectent les prix des principaux produits alimentaires selon les unités de mesures les plus appréciées et utilisées par les consommateurs, le 25^{ème} jour de chaque mois sur le marché central de Kaya et celui de Nassetenga. A Kaya, le point focal est un jeune commerçant vendeur de céréales au marché central. A Nassetenga le point focal est le président

du Comité Villageois de développement (CVD). Les données qu'ils collectent sont acheminées sur support papier aux chercheurs à Ouagadougou par l'intermédiaire des compagnies de transport routiers. Pour la durée de l'étude l'équipe de recherche entretient un contact permanent avec ces points focaux.

En plus de fournir des informations sur la fluctuation des prix des céréales, ils participent à l'identification des participants aux différents *focus group*. Ils sont conviés aux ateliers de restitution de l'étude.

A Kaya, il s'agira de renseigner mensuellement, les prix des productions suivantes : le sorgho blanc, le petit mil, le maïs, le sorgho rouge, le riz, l'arachide, le sucre, le sel, l'huile, la viande, le voandzou, le niébé, les tomates et les oignons. A Nessesmentenga, il s'agira de communiquer mensuellement, le prix du sorgho blanc, le petit mil, le maïs, le sorgho rouge, le sucre, le sel, le *Soumbala*⁴, l'huile alimentaire, le poisson séché, l'oseille fermenté (Bikolgo⁵), le voandzou, le niébé, le riz, les tomates et les oignons. Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du prix de sorgho blanc sur les marchés de Kaya et de Nessesmentenga durant la période allant de septembre 2012 à Juin 2013. L'unité de mesure retenue est la boîte de 2,5 kg.

Graphique 1: Evolution du prix de sorgho blanc à Kaya et à Nessesmentenga



Source: résultats d'enquête étude OXFAM juillet 2013

L'ensemble des données collectées auprès des personnes ressources, dans les *focus group* et les enquêtes ménages ont par la suite fait ci-dessous l'objet d'une analyse consignée dans un rapport général faisant état de l'exécution de la première année du projet. Il faut noter que les données qualitatives ont fait l'objet d'un dépouillement manuel et d'une analyse par *index thématiques* en fonction des variables retenues. L'approche étant pluridisciplinaire, chaque membre de l'équipe apporte sa contribution en fonction de sa discipline et de ses expériences.

⁴ Soumbala : Complément alimentaire fait à base de graines de néré bouillie et fermenté.

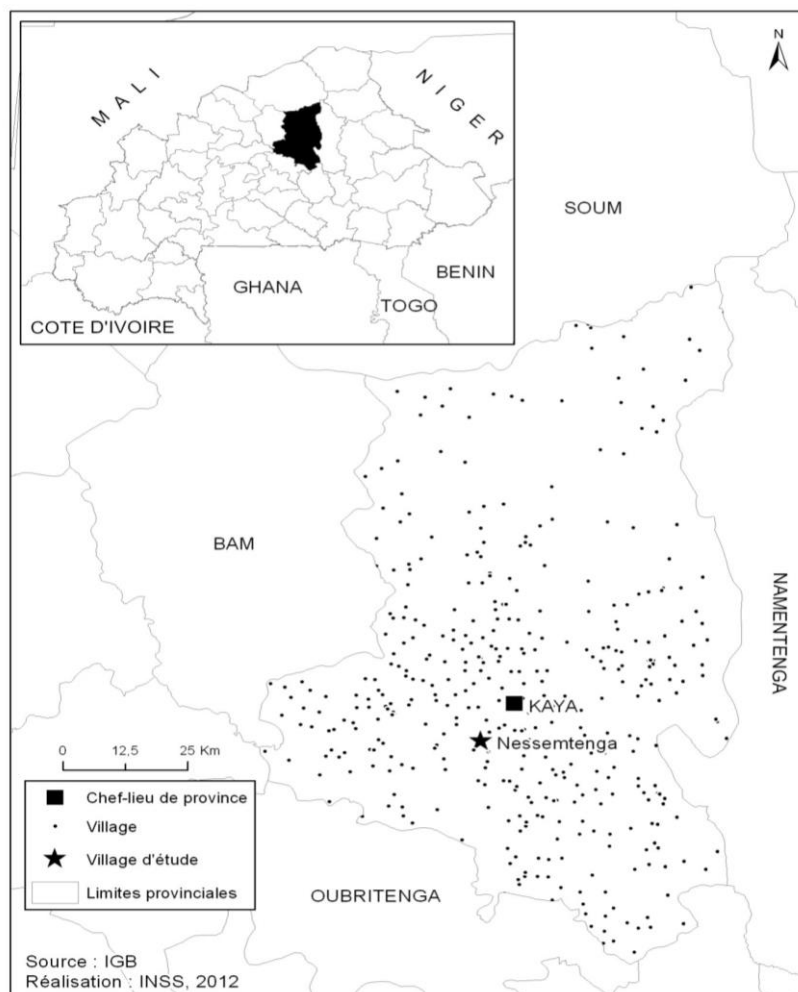
⁵ Bikolgo : complément alimentaire préparé à base de **graines** d'oseilles bouillies, fermentées. On peut aussi l'utiliser dans la préparation du tô. Un peu aigre

4 DESCRIPTION DES SITES DE RECHERCHE

L'étude se déroule dans la province du Sanmatenga dont la population totale est estimée à 598 014 habitants dont 278 679 hommes et 319 335 femmes (INSD, 2010)⁶. Dans cette province deux localités ont été retenues dans la perspective de pouvoir procéder à une analyse comparative des données sur l'évolution des prix des denrées alimentaires. Il s'agit de la ville de Kaya (54 365 habitants) chef lieu de la province du Sanmatenga (et du village de Nessemtennga (4 355 habitants) dans la commune rurale de Boussouma (INSD, 2010).

Sur le plan pédologique, la zone d'étude est caractérisée par quatre principaux types de sols : les sols sablo-limoneux, les sols hydromorphes, les sols ferrugineux tropicaux et les lithosols des plateaux cuirassés. Dans cette région l'accroissement de l'incidence de la pauvreté est très remarquable : 34% en 2003, 43% en 2006 (INSD, 2010). Ces sites ont été retenus compte tenu de leur accessibilité géographique et la possibilité de pouvoir suivre régulièrement les conditions de vie des personnes enquêtées, les mêmes pendant quatre ans. La ville de Kaya est située à 100 km au Nord-Est de Ouagadougou et le village de Nessemtennga à 14 km au Sud de Kaya.

Carte n°1 : Situation de la zone d'étude



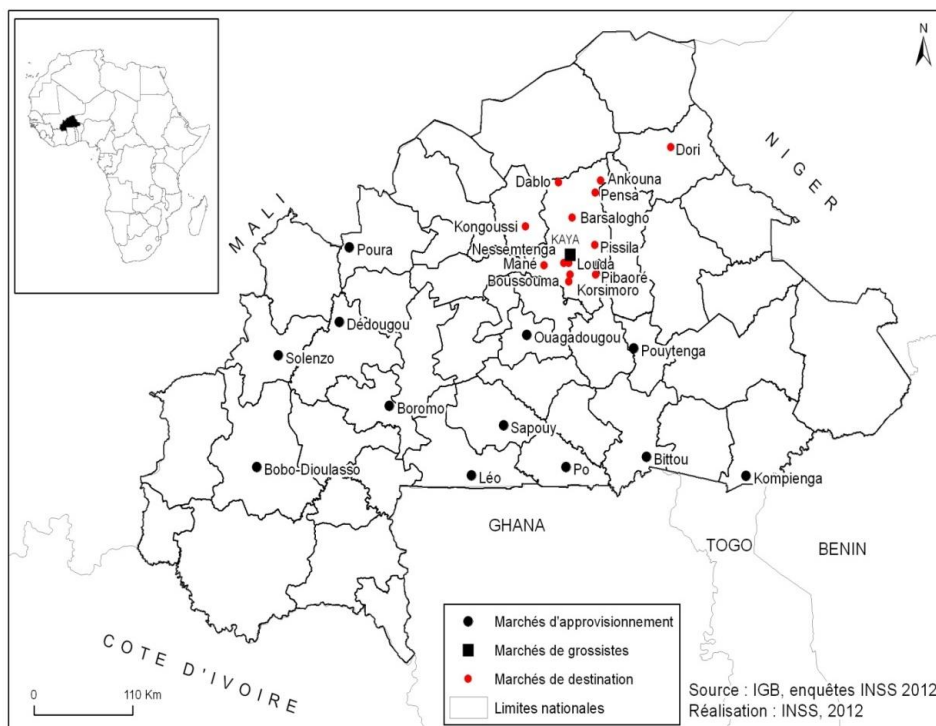
⁶INSD (2010) : La région du Centre Nord en chiffres. Ministère de l'Economie et des Finances. Burkina Faso.

Dans la mise en œuvre de l'étude des comportements des populations des différentes localités nous avons tenu compte de certains éléments importants du contexte à savoir : le profil social et économique des communautés, les modes de production agricoles et les dynamiques commerciales.

Sur le plan du bien-être de la population, les premières études sur la pauvreté ont été réalisées depuis 1991. Il ressort de ces études des mesures de pauvreté telles que l'indice de pauvreté monétaire et non monétaire particulièrement la productivité céréalière par habitant et par an. Selon l'INSD (2006) 46,4% de la population Burkinabè vivait en dessous du seuil de pauvreté estimé à 82 672FCFA par adulte et par an. L'analyse de la dynamique de pauvreté monétaire a montré que celle-ci est un phénomène de masse au Burkina Faso. Elle touche le milieu rural et particulièrement les agriculteurs. La vente des produits agricoles est parfois la seule source de revenu et lorsque les récoltes sont mauvaises, les gens manquent de ressources financières. L'analyse selon les groupes socioéconomiques montre également que la pauvreté monétaire et non monétaire touche particulièrement les agriculteurs qui emploient plus de 80% de la main-d'œuvre active. La région du centre- Nord (le chef-lieu est Kaya) a été identifiée comme la troisième région touchée par la pauvreté chronique soit 38,82% après la région du plateau central et celui du centre-ouest. Rappelons que le taux national de pauvreté de la population est estimé à 28,86%. Face à cette situation précaire dans la région, plus de la moitié des dépenses annuelles, soit 58,3% est consacrée aux produits alimentaires, boissons et tabac (INSD, 2008).

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités des résidents de Kaya et Nessesmtenga. L'artisanat (maroquinerie, bronze et poterie), l'orpaillage et le commerce en gros et en détail occupent également une frange importante de la population. La production céréalière au cours de la saison 2009/2010 s'élève à 208 149 tonnes, soit 5,7% de la production nationale (INSD, 2010). La population de Nessesmtenga pratique majoritairement l'agriculture. Des Groupements villageois organisent des activités socioéconomiques (tontines, entre-aide, le commerce). Le marché du village est animé par intervalle de trois jours. Celui de Kaya est animé tous les jours. Sur les deux marchés se rencontrent divers commerçants venant des villes et villages environnants.

Carte n°2 : Répartition spatiale des marchés d'approvisionnement et de destination des denrées alimentaires.



Comme illustré sur la carte n°2 ci-dessous, les commerçants s'approvisionnent en produits céréaliers dans les grands centres urbains (Dédougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, etc.) et les commercialisent dans les localités environnantes (Pissila, Pensa, Mané, etc.). En particulier, les commerçants de Nessesmtenga s'approvisionnent essentiellement à Kaya.

5 VOLATILITÉ DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET MESURES DE REGULATIONS

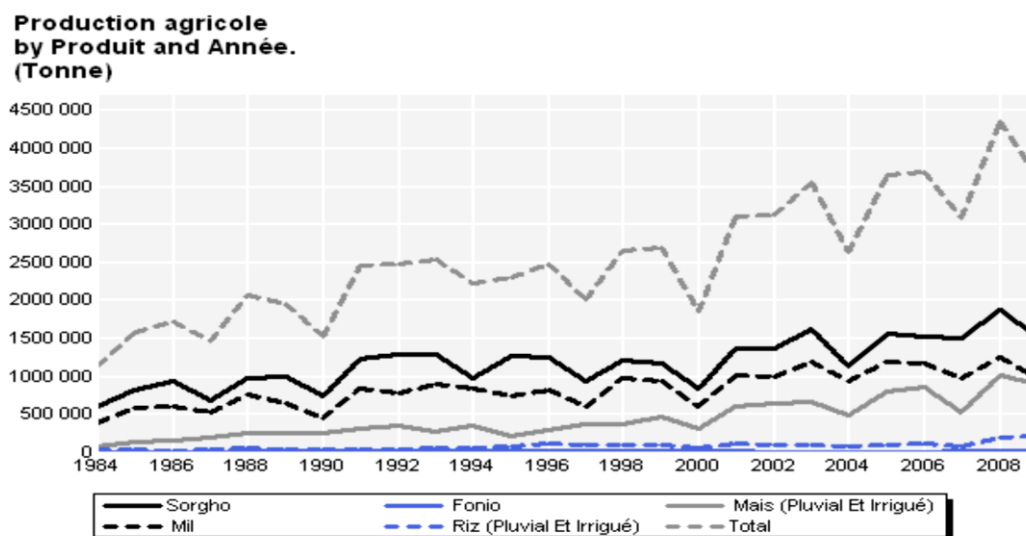
5.1 Etat de la production alimentaire

Selon le recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006, la population du Burkina Faso était de 14 017 262 habitants avec un taux de croissance moyen de 3,1%. 77,3% de la population réside en milieu rural (INSD, 2008). Cette population est relativement jeune, l'âge moyen est de 21,8 ans et 57% de la population a moins de 20 ans (INSD, 2008). Le secteur agricole contribue pour 40% au Produit Intérieur Brut (Sib et al, 2012). La superficie cultivable au Burkina Faso est évaluée à 9 millions d'hectares, seulement 39% de cette superficie est actuellement exploitée, soit 3,5 millions d'hectares (Sib et al, 2012). Selon la DGPER (2010), la campagne agricole 2008-2009 a été exceptionnellement productive, toutes spéculations confondues.

Les campagnes 2000-2001, 2004-2005 et 2007-2008 ont quant à elles été les moins abondantes. Cela s'explique par une pluviométrie déficitaire. Les exploitations agricoles sont pour la plupart de petite taille et de type extensive. Les cultures sont essentiellement dominées par les céréales qui occupent environ 84,77% des superficies cultivées des ménages agricoles (Wetta et al, 2011). Le sorgho et le petit mil constituent les principales céréales produites (cf. figure 1). Ainsi à elles deux, ces céréales représentent plus de 1,6 millions de tonnes par an et occupent 73% des terres cultivées du pays (Palé, 2009)⁷. Sur la figure 1, on constate aussi une évolution en dents de scie de la production des principales cultures céréalières (sorgho, maïs, petit mil, fonio riz) au cours de la période 1984-2009. Concernant les cultures vivrières, elles sont principalement orientées vers le niébé, le Voandzou, le riz, l'igname et la patate. Les superficies cultivables du riz ont par exemple augmentés de manière continue à la faveur des programmes visant l'amélioration des rendements. La production est donc passée de 44 974 ha en 2002 à 92 243 ha en 2009, soit un accroissement de 105% (Palé, 2009). Selon l'INSD (2008) la quantité de céréales importée s'élevait à 368121 tonnes en 2008. Le déficit au cours de la campagne agricole 2010/2011 s'élevait à 154462 tonne (Sib et al, 2012). Par exemple, la consommation du riz couvre à peine 40% des besoins alimentaires, ce qui impose une importation annuelle d'environ 300 000 tonnes pour 40 milliards FCFA (Palé, 2009). Malgré la diversité des produits agricoles et l'importance de ses superficies non encore emblavées, le Burkina Faso n'arrive pas à assurer une autosuffisance alimentaire (Loada et Ouédraogo, 2009). Cette situation entraîne l'importation des céréales par le Burkina Faso. A titre d'exemple, la quantité importée de céréales et préparations à base de céréales s'élevait en 2008 à 368121 tonnes.

⁷ Palé, E (2009) : Le prix des céréales et prix de parité à l'exportation des céréales au Burkina Faso. SONAGESS, 61 pages.

Figure 1. Évolution de la production céréalière 1984-2009.



Source : Direction Générale de la Promotion de l'Économie Rurale (2010).

5.2 Fonctionnement du marché céréalier au Burkina Faso

Le marché céréalier au Burkina Faso est libéralisé et les opérateurs économiques qui évoluent dans le secteur de l'import/export des céréales subissent l'impact de la fluctuation des prix sur le marché international et du cours du dollar. Dans la structure des dépenses des ménages burkinabè, les dépenses liées à l'achat des denrées alimentaires ont pris de l'importance passant de 58,9% en 1994 à 62% en 2003, et 51,6% en 2008 (DGPER, 2010 : 74)⁸). Particulièrement en milieu rural, les dépenses non alimentaires occupent une part plus importante des dépenses du ménage (50,2%). En effet, dans ce milieu, les céréales sont peu vendues mais destinées principalement à la consommation familiale. Les dépenses alimentaires sont essentiellement orientées vers l'achat de mil et de sorgho qui représentaient en 2003 près de 30% des dépenses des ménages (DGPER, 2010). En milieu urbain les dépenses alimentaires sont orientées vers la consommation du riz, des produits à base de blé (pâtes alimentaires, pain) et de légumes.

En général, les ménages urbains achètent leurs denrées alimentaires sur la place du marché tandis que les ménages en milieu rural consomment essentiellement leurs productions agricoles. Ces derniers ont recours aux marchés en cas de pénuries. Les besoins en alimentation s'estiment à environ 190 kg de céréales par personne et par an, (Palé, 2009).

Sib et al (2012), constatent dans les communes à risque d'insécurité alimentaire que 8,1% et 48,6% des ménages ont respectivement une alimentation pauvre et peu diversifiée. Dans la région du Nord (Sahel) 68% des personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire dont 24% pour la forme sévère. Dans le Plateau Central et l'Est 60% de la population est confrontée à l'insécurité alimentaire. Dans la région du Centre et de la Boucle du Mouhoun, respectivement 55% et 54% de la population est confronté à l'insécurité alimentaire. En outre, l'insécurité alimentaire affecte davantage les femmes que les hommes, les personnes vivant principalement de l'agriculture sont les plus vulnérables (Sib et al., 2012).

⁸ Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (2010). Etude sur la dynamique de la consommation alimentaire au Burkina Faso. Burkina Faso, Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale, 74p.

5.3 Pauvreté et stratégie de réduction

La pauvreté est un phénomène préoccupant au Burkina Faso et touche principalement les zones rurales à hauteur de 92,2% en 2003 (CSLP, 2004). Face à cette réalité et avec l'aide des partenaires au développement, le gouvernement burkinabé a mis en place des stratégies qui visent à réduire la pauvreté. Au nombre des stratégies, nous pouvons mentionner le document «*cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* » (CSLP) adopté en 2000 puis révisé en 2003 pour une plus grande implication des acteurs de la société civile et du secteur privé dans la réduction de la pauvreté. Au cours de la période 2000-2010 des programmes et projets ont été mis en œuvre dans le cadre des politiques sectorielles et dont l'objectif concourt à la réduction de la pauvreté au sein des populations.

Après une décennie on a constaté en moyenne 5,2%% de croissance économique (MEF, 2011) sur cette période et l'amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux de base dont la santé, l'éducation et l'accès à l'eau potable. Cependant, l'activité économique reste vulnérable face aux différentes crises liées aux spéculations boursières internationales. L'étude réalisée par Claude Wetta & al. 2011 révèle des indicateurs de pauvreté qui montrent que le phénomène persiste avec une tendance à la paupérisation des ménages. Plusieurs actions sont entreprises pour réduire l'impact des pénuries alimentaires. Il s'agit de l'aménagement des retenues d'eau pour la promotion des cultures de contre saison; l'utilisation des semences améliorées afin d'accroître les rendements de la production agricole. Malgré cela, 47,56% des ménages sont toujours dans un état de pauvreté et des besoins non couverts par la production céréalière (Claude Wetta & al. 2011). La volonté des autorités d'insuffler une nouvelle dynamique de croissance conciliée à un développement durable a été matérialisée dans un document intitulé «*Stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2011-2015* » (MEF, 2011). Ce document indique des projections pour des indicateurs de croissance socioéconomiques dans tous les secteurs et l'amélioration de la gouvernance politique. Depuis une dizaine d'années, le Burkina Faso développe son industrie d'extraction minière et découvre des réserves d'or assez importantes qui participent à la croissance économique. Le coton qui était jadis le premier produit d'exportation, cède sa place à l'or depuis l'année 2011.

5.4 Volatilité des prix des produits alimentaires

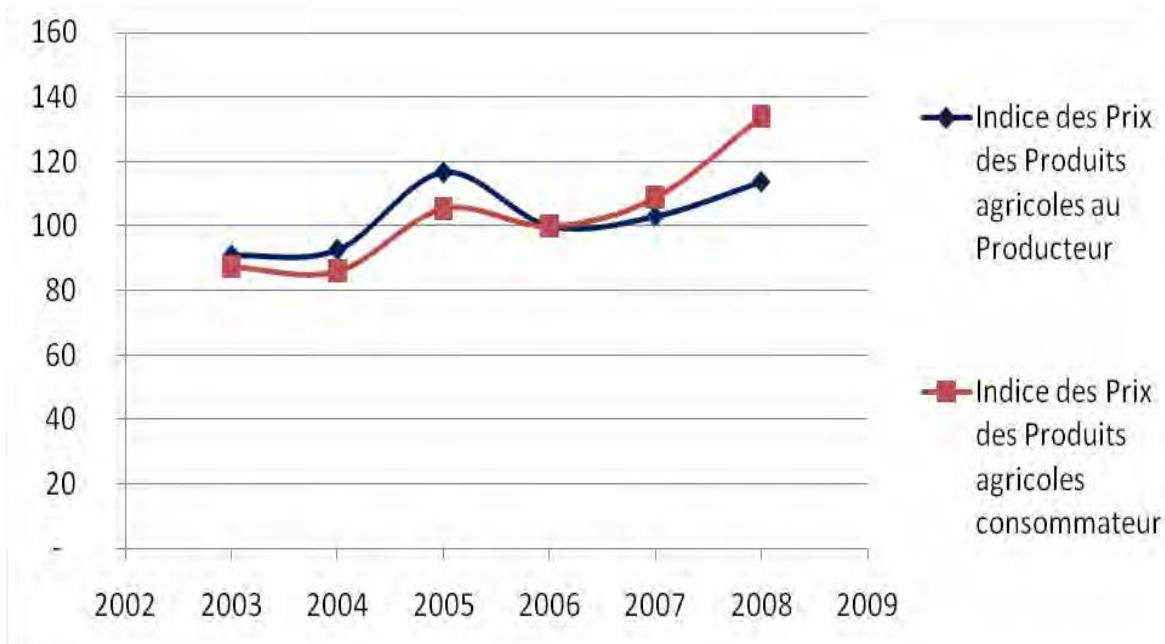
Le niveau des prix des denrées alimentaires est déterminant dans l'accès des consommateurs aux produits. Durant la période allant de 1997 à 2009, les prix des produits céréaliers ont évolué à la hausse au Burkina Faso. A titre indicatif, le prix moyen du maïs blanc, qui était de 94 FCFA le Kg entre 1997 et 2002, est passé à 104 FCFA entre 2003 et juin 2009. Sur ces périodes, les variations de prix à la consommation du maïs ont été de 25% entre 1997 et 2002, et 56% entre 2003 et 2009 (Palé, 2009). En 2008, année de la crise alimentaire majeure au Burkina Faso, du fait de la sécheresse, l'indice national des prix des produits agricoles au consommateur⁹ (Le prix au consommateur est le prix au départ de la zone de production plus les marges bénéficiaires, le prix du transport et les taxes moins les subventions) a connu son niveau le plus élevé, soit 134. L'inflation était donc de 34% pour les produits agricoles et s'expliquait par la hausse de près de 60% des prix internationaux des produits alimentaires sur la période de janvier 2007 à juin 2008 (MAHRH, 2010). Au plan national, la hausse des prix des céréales, des tubercules et légumes à cosses secs, des plantes oléagineuses et du bétail est à l'origine de la hausse du niveau général des prix des denrées alimentaires. Le niveau de l'indice des prix des céréales de 122 est atteint

⁹ L'indice harmonisé des prix à la consommation mesure entre deux périodes l'évolution moyenne des prix de biens et services du panier harmonisé aux pays de l'UEMOA consommé par les ménages.

grâce à la hausse des prix du maïs (27%), du riz (32%), du mil 21% et du sorgho 17% (MAHRH, 2010). Les prix du blé et du soja présentaient un indice commun de 227 en mars 2008. Toutefois, la tendance à l'élévation des prix de la viande, s'inscrit dans une perspective générale de la cherté de la vie. En ce qui concerne les prix aux producteurs, ils sont moins fluctuants que les prix aux consommateurs.

Une analyse comparée des indices des prix aux producteurs et aux consommateurs montrent qu'ils ont une évolution similaire sur la période 2003-2008 (cf. figure n°1).

Figure n°1 Evolution des prix au producteur et au consommateur des produits agricoles



Source : Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (2010)

5.5 Gestion des stocks de sécurité alimentaire et contrôle des prix

Au Burkina Faso, en cas d'abondance de production céréalière, un stock de sécurité d'environ 35 000 tonnes est constitué et sa gestion est assurée par la société nationale de gestion des secours d'urgence (SONAGESS). Celle-ci a des succursales dans plusieurs provinces du Burkina appelées comités provinciales de secours d'urgence (COPROSUR). En plus de cette structure nationale, des ONG internationales contribuent aussi à la constitution de stocks de sécurité alimentaires. Il s'agit notamment du Programme alimentaire mondiale (PAM), de Hunger Project, Action contre la faim, Oxfam, Plan Burkina. Pour le cas particulier de la SONAGESS le stock de sécurité est composé essentiellement de mil, maïs, sorgho, riz et le niébé qui sont fréquemment utilisés dans les habitudes alimentaires des populations. Pour approvisionner ses magasins, la SONAGESS procède par un appel d'offre qui privilégie les organisations paysannes en vue de leur permettre d'écouler les excédents de leur production céréalière. Lorsque le pays bénéficie d'une aide alimentaire de la part des organisations des nations unies, des partenaires au développement ou de pays voisins, sa gestion est confiée aux équipes de la SONAGESS qui affectent les denrées dans les régions en crise. La distribution s'organise à travers les dons de provisions alimentaires aux plus démunis et une vente à prix social aux populations. Ceci contribue à réduire les conséquences de la famine et stabiliser les prix des produits sur les marchés locaux. Pour réduire les risques de spéculations sur les prix des denrées alimentaires, des missions d'inspection sont entreprises par l'inspection générale des affaires économiques (IGAE) et la direction générale de la

qualité et de la métrologie (DGQM). Ces structures sont chargées du contrôle des prix permettant de vérifier l'application de la réglementation de prix des produits de grande consommation.

5.6 Politique agricole au Burkina Faso

Le secteur de l'agriculture est influencé par les aléas climatiques. Selon le document de la SCADD (MEF, 2011), le secteur de l'agriculture bénéficie de peu de financement. L'adhésion des producteurs aux nouvelles méthodes de cultures intensives est faible. La maîtrise de l'eau constitue encore un sujet de préoccupation majeure dans les politiques d'aménagement. La dernière édition de la Journée Nationale du Paysan (JNP, avril 2013), a mis en évidence les caractéristiques de l'agriculture au Burkina Faso, précisément les contraintes auxquelles ce secteur est confronté. On note: (i) les difficultés liées à la faiblesse du capital humain, (ii) l'insuffisance des infrastructures économiques, (iii) les coûts élevés des facteurs de production, (iv) le manque de professionnalisme des acteurs du secteur agricole, (v) les difficultés d'accès à la terre (vi) les problèmes d'approvisionnement des acteurs en intrants et aux équipements agricoles et (vii) les difficultés de transformations et de valorisations des produits agricoles. Autant de facteurs, associés aux aléas climatiques accentuent les risques et les menaces sur la rentabilité du secteur agricole.

6 VARIABILITÉ DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES, PERCEPTIONS ET ATTITUDES DES POPULATIONS

A- POINT DE VUE DES PERSONNES RESSOURCES

1-Perceptions des tendances du bien-etre

La perception du bien-être semble être relativisée par les personnes ressources. Le contexte de pauvreté est omniprésent et la population vit au jour le jour avec un minimum de ressources pour s'alimenter, se loger, s'habiller et se soigner :

« Ici, on traverse de temps en temps, des périodes difficiles qui sont liées à la situation pluviométrique qui rend l'alimentation un peu difficile. Il y a les problèmes de santé, s'il faut se soigner, cela demande beaucoup d'efforts financiers. Étant donné que tout le monde n'a pas les mêmes ressources, il y a le problème d'habillement, de logement et de nourriture. Tout le monde ne mange pas à sa faim, seulement une minorité mange bien. Pour certains il y a des changements peut-être, mais je peux dire que beaucoup de personnes éprouvent des difficultés pour se loger, pour s'habiller, pour se nourrir, et faire en sorte que les enfants se soignent et qu'ils aillent à l'école. », Selon un responsable de projet de développement local à Kaya.

La région du Centre-Nord a une économie basée sur l'agriculture, et étant située dans la ceinture du Sahel, les aléas climatiques font que parfois, les récoltes ne sont pas bonnes et la population a des difficultés pendant les périodes de soudure. Avec un niveau de pluviométrie assez faible, la

sécheresse, la famine, des familles rencontrent des difficultés pour prendre en charge l'éducation des enfants. Par exemple, lors de la sécheresse de 2008, les populations se sont orientées massivement vers la recherche et l'exploitation artisanale des gisements d'or. C'était la principale alternative choisie par beaucoup de personnes de la localité afin d'avoir des ressources financières pour subvenir aux besoins alimentaires. Pour faire aux difficiles conditions de vie, les populations développent plusieurs stratégies ainsi que l'explique un chef coutumier :

« Les individus aspirent beaucoup plus à s'investir dans le commerce, parce qu'ils sont obligés de survivre. Étant donné que l'agriculture n'est pas toujours rentable, il faut faire quelque chose d'autre. Ils aspirent à développer aussi un peu l'élevage. Beaucoup de personnes font de l'embouche pour avoir un revenu et faire face aux dépenses scolaires. Pour survenir à leurs besoins, ils vendent leurs bétails (chèvres, moutons, bœufs). Après l'agriculture, c'est l'embouche qui est leur activité principale », un chef coutumier de Kaya.

L'accès à certaines commodités comme l'eau potable et l'électricité n'est pas systématique pour toute la population. En plus de cela, de nombreux jeunes de la localité de Kaya sont au chômage. Ils, se marient de moins en moins, dans la mesure où le mariage occasionne des charges difficilement supportables. On remarque que ceux qui ont des emplois salariés arrivent à mieux subvenir à leurs besoins. Les cadres de l'administration publique et privée qui ont des salaires décentes s'en sortent mieux face aux dépenses quotidiennes d'alimentation et d'autres charges domestiques. En général les salaires sont insuffisants par rapport au coût de la vie actuelle et ne reflètent pas les conditions difficiles de travail. Il faut noter que des critères subjectifs sont définis par la population pour caractériser la situation de bien être, mais cela traduit une certaine réalité. Dans la région du Centre-Nord, l'orpaillage prend de l'ampleur. Cependant, l'exploitation se fait parfois de manière artisanale et s'accompagne de l'accroissement de l'insécurité et du banditisme :

« C'est une localité qui regorge de beaucoup de sites d'orpaillage, ce qui augmente le banditisme. Les populations vont vers ces sites, parce qu'elles n'ont rien à faire. Il n'y a pas d'autres activités rémunératrices, chacun est obligé d'aller chercher de l'or. Aujourd'hui, même les femmes vont chercher de l'or et beaucoup de villages ont été vidés de leurs populations.», Un chef coutumier de Kaya.

Certaines personnes arrivent à faire fortune grâce à l'exploitation de l'or, mais les phénomènes telles la délinquance, la criminalité, la consommation de la drogue, ainsi que la prostitution se développent dans la région et affectent considérablement le bien-être de la population. Le principal changement intervenu dans la localité de Kaya ces cinq (5) dernières années est l'augmentation du nombre de sites aurifères qui a occasionné de nouveaux riches ; mais une richesse relativement précaire, dans la mesure où de nombreux jeunes n'utilisent pas leur fortune à bon escient. Ils mènent une vie de démesure et prennent des risques sanitaires importants. Ils s'exposent aux produits toxiques (cyanure, mercure, plomb) et ont une sexualité à risque face à l'infection au virus-immuno déficience humaine (VIH).

La région a été soumise à plusieurs types de catastrophes au cours des cinq (5) dernières années : épidémie virale du cheptel en 2007, sécheresse en 2008, inondation en 2009, querelle entre agriculteurs et éleveurs en 2010. Ces catastrophes ont entraîné des crises alimentaires.

1-1. Description de quelqu'un ou d'un ménage où les gens vivent bien

Lors de nos entretiens avec la population, notamment les personnes ressources, les appréciations suivantes sont évoquées pour caractériser la situation de bien être:

- Être bien logé, c'est-à-dire avoir une résidence personnelle, avec un minimum de confort (l'électricité, l'eau potable, les toilettes, la télévision) ;
- Pouvoir bien s'habiller, c'est à dire n'éprouver aucune difficultés pour se vêtir et vêtir les membres de sa famille ;
- Pouvoir faire face aux dépenses de santé;
- Pouvoir instruire ses enfants peu importe leur nombre ;
- Avoir un travail décent ;
- Avoir un moyen de déplacement (voiture et/ou une moto).



(Source : Enquête INSS Oxfam, septembre 2012)

Le portrait réalisé par les vendeurs de céréales montre que quelqu'un qui vit bien est bien habillé, de grande taille, et est marié. Il a une voiture et une belle maison. Le couple a un seul enfant.

1-2. Description de quelqu'un ou d'un ménage où les gens vivent moyennement bien

L'analyse des informations recueillies auprès des personnes met en évidence les caractéristiques ci-dessous d'un état de bien être moyen :

- Avoir un repas journalier (manger au moins un plat et un demi plat par jour) ;
- Avoir un moyen de déplacement (une mobylette et/ou une bicyclette) ;
- Disposer d'électricité et d'eau courante à domicile ;
- Pouvoir subvenir à ses besoins élémentaires.



(Source : Enquête INSS Oxfam, septembre 2012)

Selon la description faite par la population, quelqu'un qui vit quelque fois bien est présenté en portant un bonnet et tenant un chapelet de prière. Il possède une motocyclette et un commerce (boutique).

1-3. Description de quelqu'un ou d'un ménage où les gens ne vivent pas bien

L'analyse des informations recueillies auprès des personnes met en évidence les caractéristiques ci-dessous d'un état de mal être :

- Celui qui s'interroge chaque matin pour, savoir ce qu'il va manger;
- Celui qui ne possède aucun moyen de déplacement ;
- Etre logé dans une maison en matériaux non définitifs (banco, paille) ;
- Celui qui n'a pas d'électricité ni d'eau courante à domicile;
- Celui qui mange seulement une fois par jour (un repas journalier) ;
- Celui qui éprouve des difficultés pour faire face aux dépenses de santé ;
- Celui qui ne peut pas assurer la scolarisation de ses enfants.



(Source : Enquête INSS Oxfam, septembre 2012)

Selon la description faite par la population, l'état de quelqu'un qui ne vit jamais bien est matérialisé par la situation d'un homme qui tient unealebasse de *dolo* (bière de mil locale), assis à côté d'une case. Il possède une bicyclette usée et fréquente régulièrement un débit de boisson.

1-4 Perceptions des changements survenus ces cinq (5) dernières années

Dans la région du Centre-Nord (Kaya et Nessesmtenga), durant ces cinq (5) dernières années, on peut remarquer des changements qui ont affectés le bien-être des populations. Ainsi que le constate un responsable du projet de développement, personne ressource de la localité :

« Dans la province du Sanmatenga, on peut signaler la persistance des problèmes liés aux voies de communication, au bitumage de certaines artères et la mise en valeur des parcelles. Sur le plan sanitaire, il y a les problèmes relatifs aux évacuations, au manque de techniciens et de spécialistes. Les problèmes d'électrification et d'adduction d'eau également persistent. », un responsable de projet de développement local à Kaya.

Concernant les prix des denrées alimentaires, il s'avère que leurs tendances à la hausse, ont des impacts négatifs sur le bien-être des populations. Malgré l'existence des services chargés du contrôle des prix des produits de grande consommation, on constate la non application des normes et réglementations relatives à la fixation des prix :

« Aujourd'hui vous pouvez acheter quelque chose à 1000 F CFA, demain à 1500, 2000 F CFA (...). La politique des prix demande à être revue par l'Etat parce que les gens ont du mal à se procurer les denrées. Ils sont producteurs et en définitive, ils se retrouvent au bout de la chaîne entraînés de se plaindre parce qu'ils n'arrivent même plus à payer leur propre production », un responsable de projet de développement local à Kaya.

La mise en place de la stratégie visant à réguler les prix des denrées alimentaires se traduit par les actions entreprises par la SONAGESS. Celle-ci procède par le stockage d'une certaine quantité de vivres dans des magasins afin de les rendre disponibles pour des zones déficitaires à prix social. L'action est mise en œuvre dans la province du Sanmatenga par le COPROSUR avec l'appui de la commune.

Les crises alimentaire et économique ont eu un impact sur les conditions de vie des ménages et celles des femmes en particulier :

« Les gens ont même laissé leurs femmes partir sur des sites d'orpaillage. En milieu moaga les gens n'aiment pas laisser leurs femmes aller sur ces lieux-là. C'est un lieu où tout peut se passer. Beaucoup de femmes sont dans des sites d'or, et elles sont devenues riches, elles ont fait de ça leur activité principale. Elles cherchent de l'eau, viennent laver des mottes de terre contenant les minerais d'or », un responsable coutumier à Kaya.

Certains sites aurifères font l'objet d'exploitation industrielles, mais la plus part du temps, ce sont des sites caractérisés par des regroupements spontanés de jeunes gens de fortunes avec une absence totale de règles d'hygiène et de sécurité. Sur ces sites d'orpaillages, on remarque une dégradation des mœurs parce que de nombreux jeunes consomment des stupéfiants pour pouvoir travailler sans relâche. On y trouve des jeunes filles, mais aussi des femmes qui pratiquent la prostitution. En plus, il y a des croyances populaires selon lesquelles lorsqu'on entretient des rapports sexuels avec une femme avant d'entrer dans la galerie, cela augmente les chances de trouver de l'or. Ceci entraîne de nombreux problèmes de santé liés à la propagation des infections sexuellement transmissibles (IST), notamment le VIH), la tuberculose. En plus, il y a des risques d'accidents liés aux éboulements des galeries d'or et des agressions d'ordre criminel.

2-Stratégies d'adaptation ponctuelles face aux crises

Les aspects liés aux stratégies d'adaptations ponctuelles face aux situations de crises sont diverses. Dans des situations de crises alimentaires conjoncturelles ou structurelles, les gens changent de comportements. Ils sollicitent d'abord de l'aide auprès de leurs proches pour satisfaire leurs besoins élémentaires de subsistance :

« Pour manger, c'est la patrie ou la mort. Si tu veux vivre, c'est sur le dos des parents et des amis. Tu es obligé de demander ..., les gens vivent au jour le jour. Ils comptent sur l'Etat, il y a des gens qui comptent sur les élus locaux. Ils disent, ha..., je vais voir le député, je vais voir le conseiller, je vais voir le maire, je vais voir un tel Parfois, l'Etat aussi fait des distributions gratuites, mais il y a des oubliés », propos d'une personne ressource de la ville de Kaya.

Malgré l'intervention des services sociaux déconcentrés de l'Etat (Action Sociale , SONAGESS, CONASUR) pour soutenir les populations en période de crise alimentaire, il faut reconnaître qu'il est parfois difficile d'identifier ou repérer les plus nécessiteux (indigents), si bien que certains restent toujours dans la précarité. Un dispositif de recensement des indigents est parfois utilisé par les services de l'action sociale, mais de nombreux critères subjectifs ne permettent pas d'identifier clairement les personnes vulnérables.

Pour les individus et les ménages, la stratégie d'adaptation se manifeste également par une réduction du train de vie. En temps de crise, les individus limitent leurs loisirs et réduisent leurs consommations alimentaires:

« Si tu mangeais 2 fois par jour, quand il n'y en a pas, il faut diminuer. Ensuite la ration alimentaire, il faut diminuer, si c'était un gros plat, il faut diminuer la moitié, le "nansongo" (les frais de condiments) aussi », propos d'un responsable de projet, personne ressource

Les situations de crises alimentaires engendrent aussi des migrations. Les hommes chefs de ménages et les jeunes désœuvrés s'engagent dans l'exode vers les grandes villes ou d'autres villages à l'intérieur du pays ou encore à destinations des pays voisins (le Ghana et la Côte d'Ivoire). C'est principalement le chef de famille ou le fils aîné qui se débrouille pour subvenir aux besoins de la famille. De plus en plus des femmes s'impliquent dans les dépenses domestiques. Elles s'engagent dans des groupements d'entraide féminins afin de bénéficier de microcrédits pour réaliser des activités génératrices de revenus, ou avoir des appuis de la part des mutuelles de santé.

Cependant, lorsque les récoltes sont abondantes, on constate parfois de la démesure dans les comportements, il s'agit des exagérations lors des fêtes. Les gens mangent plus aisément et les activités festives sont légions. Dans les familles où le repas quotidien est consommé une fois par jour, les membres prendront désormais plus de trois repas par jour.

« Ça se constate lors des fêtes coutumières. Lorsqu'il y a l'abondance, certains célèbrent les funérailles des gens décédés il y a 2, 3 ans, 10 ans. En tout cas, l'alimentation, l'habillement, et même le comportement changent ; on peut même s'acheter un vélo. On marie ses enfants, on agrandit le cercle familial, et on fait de nouvelles constructions, on achète des bœufs ou des moutons, de la volaille », un responsable d'ONG locale à Kaya.

Les signes d'abondance qui témoignent de bonnes récoltes se constatent à travers l'épanouissement des femmes et des enfants, le changement des styles vestimentaires, par la scolarisation et l'utilisation des services de soins, etc.

On retrouve dans les tableaux n°3 et n°4 ci-dessous un exemple de classification de stratégies d'adaptation aux crises alimentaires faites par les fonctionnaires retraités et les mendiants de la ville de Kaya. Le but était pour ces personnes d'énumérer et d'apprécier par une côte (0= très faible, 1= faible, 2= passable, 3= efficace, 4= très efficace) le niveau d'efficacité de leurs stratégies d'adaptation. Il en ressort pour les fonctionnaires retraités que la réduction du niveau de consommation alimentaire et l'adoption de semences agricoles améliorées sont les meilleures stratégies d'adaptation. Les mendiants aussi optent pour la diminution de la ration alimentaire en premier choix mais adoptent en second choix une stratégie de consommation de feuilles de plantes comestibles.

Tableau 3 : Stratégies d'adaptation des fonctionnaires admis à la retraite dans la ville de Kaya

Stratégies	Score (0-4)	Rang
Réduction de la consommation alimentaire	4	1 ^{er}
Baisse de la vente de la production	3	3 ^e
Apparition de nouvelles mesures de conditionnements	0	6 ^e
Adoption de semences adaptées (semence de 60 jours)	4	1 ^{er} ex
Adoption de nouvelles techniques agricoles	3	3 ^e ex
Vaccination des enfants contre les maladies	1	5 ^e

Source : résultats d'enquête focus group, septembre 2012

Tableau 4 Stratégies d'adaptation de mendiants dans la ville de Kaya

Stratégies	Score (0-4)	Rang
Les membres de la famille rentrent en brousse cueillir des feuilles de plantes comestibles qu'ils mélangent avec un peu de farine de mil pour faire du couscous.	4	1 ^{er}
Les personnes qui ont du bétail (mouton, bœuf, chèvre), vendent leurs animaux pour acheter des vivres.	3	2 ^e
Les mendiants qui ne sont pas des handicapés physiques au lieu de quêmander vont travailler dans les champs.	2	3 ^e
Aide reçue des personnes de bonnes volontés.	1	4 ^e
Diminution de la ration alimentaire	0	5 ^e

Source : résultats d'enquête focus group, septembre 2012

3-Systèmes de protection sociale

Les mécanismes de solidarité sont de formes et d'intensités variables. Le système de protection sociale existe sous deux formes : d'une part, le mécanisme formel de protection sociale à travers des caisses de sécurité (une couverture sociale à travers la CARFO, la CNSS, les assureurs privés) et des mutuelles de micro-finance assurance santé (WATINOOMA), D'autre part, les systèmes de protection sociale informelle à travers les mécanismes d'entraide et de solidarité. Pour la promotion du système formel de protection sociale, des actions de sensibilisation sont entreprises par certains acteurs :

« Nous, en tant qu'animateurs de projet, nous sommes en train de sensibiliser les gens sur le système de protection sociale. Nous les incitons à adhérer à une mutuelle de santé parce que nous avons constaté que le système de protection sociale n'existe pas. Lorsqu'il y a un malade dans une famille, ou dans le village, les gens vont lui rendre visite, ils donnent 100 FCFA ou 200 FCFA, est-ce que c'est un système de protection sociale ? »,
Un responsable d'ONG local à Kaya, personne ressource.

Les structures ou personnes qui apportent leur soutien aux populations de Kaya en période de crises alimentaires sont principalement l'ATAD/OXFAM, l'ONG Plan-Burkina, la SONAGESS, l'OCADES-Caritas, la société de Transport O.A, certains grands commerçants, mais aussi des leaders politiques et responsables religieux. On remarque également des aides apportées aux populations dans le cadre de la coopération Nord-Sud via les structures communales, des associations féminines et les ONG de développement local. Toutefois, ces systèmes formels et informels de protection sociale ne sont pas toujours structurés et mises en œuvre de manière durable selon certains observateurs :

« Les soutiens que les gens apportent, je pense que c'est efficace ! Même si ce n'est pas efficace, ça soulage un peu. On donne ce qu'on a, mais cela ne veut pas dire que ça résout les problèmes. C'est temporaire, et ça soulage. Ce sont des maigreurs. On t'appelle on te donne deux calebassées¹⁰ de mil, tu ne peux rien faire avec ça. Tu l'utilises et peut-être le lendemain tu n'as plus rien », un chef Coutumier de la ville de Kaya.

A titre d'exemple le tableau ci-dessous présente du point de vue les maroquiniers de la ville de Kaya, les divers types d'aides sociales apportées par des personnes morales et physiques en période de crise alimentaire et de catastrophes naturelles.

Tableau 5 : Analyse des types d'appui en fonction de leurs provenances

EVÈNEMENTS	INSTITUTIONS	NATURE DE L'AIDE	LIMITES / INSUFFISANCES	RECOMMANDATIONS
Sécheresse Inondation	Etat	Vente de céréales à prix social	Insuffisance de l'offre	Accroître le stock alimentaire de l'Etat
Inondation	L'église catholique	Prise en charge sanitaire	L'aide concerne seulement les problèmes de santé	Vendre des céréales à prix social
	La Croix Rouge	Distribution de vivres Distribution de 25 000 FCFA pour réparation de maisons détruites	Insuffisance de l'aide pour tous les sinistrés	Augmenter les quantités d'aides
Sécheresse	L'église des Assemblées de Dieu	Distribution de vivres aux pauvres	Restriction du nombre de bénéficiaires	Vendre des céréales à prix social
	L'entreprise de Transport OA	Distribution de vivres et argent	Plutôt bien apprécié	Accroître les quantités des vivres
Soutien ponctuel et oeuvre sociale	Société SOMIKA	Appui aux reboisements et financement des tournois de football	Non intervention sur les problèmes alimentaires au profit des reboisements	octroyer des vivres aux populations

Source : résultats d'enquête focus group, septembre 2012

Les soutiens sont principalement orientés vers les personnes défavorisées et vulnérables : veuves, orphelins, handicapés, personnes âgées, malades du sida et de la tuberculose, etc. Néanmoins, il

¹⁰ Mesure faite à base d'une calebasse

faut noter d'une part, que les aides alimentaires ne sont pas toujours adaptées aux besoins ponctuels des bénéficiaires, et d'autre part, on assiste parfois à des détournements de stocks au détriment des plus nécessiteux.

« Pour aider les gens, on leur donne du mil, ou bien le maïs ! Il y a des localités où le maïs n'est pas prisé, on préfère le sorgho rouge ou blanc. Il y a des endroits où le riz est distribué à des personnes défavorisées. Ceux-ci préfèrent le revendre pour acheter du sorgho. Il y a des cas comme ça, mais ce n'est pas très nombreux. Auparavant, on donnait du sorgho américain, des boîtes sardine en conserve », (un responsable de projet de développement local, personne ressource).

« L'aide est bien, moi-même chaque soir, mon épouse prépare et on réserve un plat pour une vieille femme qui est notre voisine. Pour l'aide aux populations, c'est toujours la bienvenue, mais le problème c'est la distribution. L'aide ne va pas là où elle devrait aller, c'est-à-dire aux personnes qui sont vraiment dans le besoin », (un Pasteur d'une église protestante de la ville de Kaya).

Ces dysfonctionnements observés dans les mécanismes d'identification des personnes vulnérables et de distribution des dons aux pauvres, annihilent les effets des aides et suscitent parfois des controverses. La mise en œuvre des mécanismes de soutiens destinés aux plus démunis au sein de la population sont évoqués par plusieurs observateurs. Il y a lieu de se poser donc la question de savoir comment identifier de manière objective les indigents, évaluer le niveau de leurs besoins et les degrés d'urgence.

B-ANALYSE DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES DANS LA VILLE DE KAYA

1-Perception des tendances du bien-être

1-1. Description du mode de vie des ménages et leurs habitudes alimentaires

Lorsque les conditions sont bonnes, les repas dans les ménages sont généralement préparés à base de mil, de niébé ou de riz et sont consommés les matins, les midis et les soirs. Au petit déjeuner, on retrouve souvent la bouillie de mil, le thé et le pain. La quantité de repas prise dans la journée dépend du portefeuille de chaque ménage. Dans les ménages de Cissé et celui de Gansoré par exemple, les repas sont assurés tant bien que mal même en temps de crise alimentaire. Par contre certains ménages comme celui de Ouédraogo rencontrent des difficultés et diminuent le nombre de repas journalier (2 à 1 repas). Il ressort aussi que dans la ville de Kaya, les gens ont une consommation plus accrue des feuilles alimentaires et du maïs en période de crise alimentaire sous forme d'un plat de soudure appelé *baa bemda*.

Pour faire face aux dépenses quotidiennes, l'homme et la femme s'entraident mutuellement dans les ménages. Ainsi, les dépenses liées aux céréales comme le riz, le maïs et le mil sont habituellement prises en charge par l'homme, tandis que les achats de condiments sont à la charge de la femme. Les dépenses relatives à la santé, l'éducation, les vêtements, sont aussi généralement à la charge des hommes. Certains ménages sont soutenus dans les dépenses (surtout les factures d'eau, d'électricité, la scolarisation des enfants de bas-âge,) par leurs enfants adultes qui travaillent.

Les ménages enquêtés disposent pour la plupart d'un revenu régulier. Mais ils ne se contentent pas toujours de celui-ci et exercent parallèlement d'autres activités génératrices de revenus. Dans le ménage de Cissé par exemple, l'époux pratique l'agriculture qui lui rapporte en moyenne 200 kilogrammes de céréales par an, tandis que l'épouse fait du commerce des épices. L'élevage de volaille, de gros bétail et de petit bétail est aussi une activité très répandue dans la ville de Kaya. De nombreux ménages pratiquent dans leur concession une activité agropastorale qui sert non seulement à accroître leur revenu mais aussi à l'autoconsommation. Cette activité agropastorale concerne aussi bien les hommes que les femmes, même si la tendance est la masculinisation. Les femmes, s'intéressent plus aux petits commerces (beignets, couscous, etc.) comme on le constate dans le ménage de Ouédraogo.

En ce qui concerne l'appréciation du niveau de bien-être des ménages, madame Cissé et monsieur Gansonré estiment que leurs niveaux de bien-être est moyen. Selon le propos de madame Cissé, « *on a au moins les 3 repas quotidiens* ». Selon le propos de Monsieur Gansonré: « *Si quelqu'un est affamé, il est régulièrement malade et quand je constate que nous parvenons à subvenir aux besoins du corps et on est en bonne santé, je pense que ça va. Certains ont des difficultés pour assurer le minimum vital c'est-à-dire le un repas par jour* ». Selon monsieur Ouédraogo, l'état de bien-être de son ménage est médiocre, car pour lui, en principe il devait pouvoir assurer trois (3) repas par jour à sa famille, mais présentement ils n'ont qu'un repas par jour.

1.2. Différences en termes de genre et de catégories socioprofessionnelles

De façon générale à Kaya, les catégories socioprofessionnelles qui s'en sortent le mieux seraient les commerçants détenteurs de grandes boutiques, les hauts cadres de l'administration publique et les femmes. Les raisons évoquées en désignant ces groupes socioprofessionnels sont diverses. Pour les commerçants, les enquêtés évoquent le fait qu'ils achètent les céréales pour les stocker dans de grands magasins et attendent les périodes de pénurie pour augmenter les prix de vente aux populations. Aussi, il ressort que même les fonctionnaires ont recours à ces derniers en période de crise pour contracter des crédits. La situation des haut-cadres se justifierait par les salaires mensuels dont ils bénéficient ainsi que les avantages liés à leurs fonctions. Les femmes quant à elles auraient moins de charges dans les foyers. Au sein des ménages, les femmes ne sont pas toujours obligées de faire face aux dépenses, ce qui donne l'impression qu'elles n'ont pas de problèmes au même titre que leurs époux. Les hommes sont obligés de faire face aux dépenses du ménage, sauf s'ils sont handicapés ou désœuvrés. De plus en plus, on rencontre des femmes chefs de ménage, qui sont soit veuves ou célibataires.

Le tableau ci-dessous représente les perceptions des personnes retraitées par rapport au bien être selon diverses catégories socioprofessionnelles dans la ville de Kaya.

Tableau 6 : Perception du bien-être par catégorie socioprofessionnelle

Catégorie professionnelle	Conditions de vie et perception du bien-être
Commerçants	Ils mangent trois (3) repas par jour Ils peuvent se soigner Ils peuvent voyager (aller à Ouagadougou, Abidjan, Dubaï) Ils vivent dans leur propre concession Ils s'habillent bien et décentement Ils disposent au moins d'un moyen de déplacement (motocyclette)
Cadres de	Ils ont des avantages (émoluments)

l'administration	Ils sont véhiculés, logés et soignés Ils ont de bonnes relations (capital social)
Responsables religieux	Ils sont logés, soignés et nourris Ils sont pris en charge par les coreligionnaires Ils ont un véhicule (voiture)
Entrepreneurs	Ils ont un bon train de vie (possèdent des véhicules de luxe) Ils se nourrissent bien Ils se soignent facilement Ils se déplacent facilement d'une ville à l'autre
Agriculteurs/éleveurs	Lorsque la saison pluvieuse est bonne ils mangent bien et vendent le surplus des récoltes. Les prix de vente de volaille et du bétail leur sont profitables. Ils disposent de moyens de déplacement (grosses motos)
Orpailleurs	Ils ont un train de vie élevé Ils disposent de moyens de déplacement (grosses motos) Ils dépensent sans compter. Ils achètent des parcelles, construisent à niveau Ils achètent des véhicules de transport en commun. Ils n'ont pas de problèmes d'ordre alimentaire.
Artisans	Ils mènent une vie moyenne Ils s'habillent bien et décentement Ils disposent au moins d'un moyen de déplacement (motocyclette) Ils achètent des parcelles pour construire.

Source : résultats d'enquêtes (Enquête terrain, septembre 2012)

1-3. Comportements en temps de volatilité des prix des denrées alimentaires

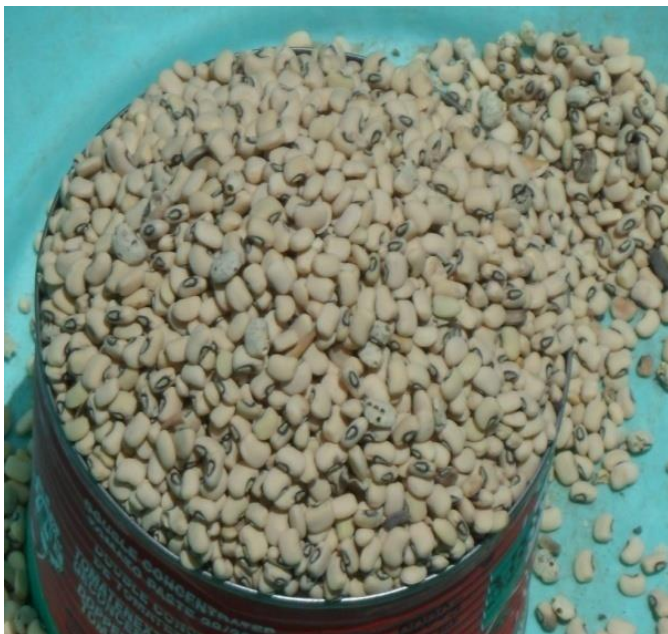
Dans le cadre des enquêtes auprès des ménages et des personnes ressources, dans la localité de Kaya, il ressort que les populations s'adaptent diversement à la volatilité des prix des denrées alimentaires. On peut distinguer quatre stratégies :

- la première stratégie est relative à la réduction de la qualité des repas et de la ration alimentaire servie tout en maintenant le nombre de repas journalier. Ce qui consiste à diminuer la quantité des condiments habituellement utilisés dans la préparation des repas ;
- la deuxième stratégie est liée à la baisse du nombre de repas journalier. On prend un repas au lieu de deux (2) par exemple ;
- la troisième stratégie renvoie au changement de régime alimentaire. Celle-ci se traduit par une plus grande consommation de repas à base de feuilles comestibles (bengdo¹¹) mélangées avec une petite quantité de farine de maïs, ou de mil. Ce mélange est appelé gaonré¹² ;
- enfin la quatrième stratégie se manifeste par la débrouillardise qui se traduit par l'apprentissage de nouveaux métiers. Pour cela certains ménages initient leurs enfants à l'activité de maroquinerie très prisée dans la ville de Kaya.

¹¹ Bengdo : feuilles de niébé utilisée aussi bien pour les sauces de to que pour la préparation de couscous et autres mets locaux comme le gnon.

¹² Gaonré : plat fait à base de grains de haricot sous forme de boulette.

Dans le cadre des stratégies de survie face à la crise alimentaire, certaines denrées sont de plus en plus consommées notamment le haricot qui constituait un recours pour les ménages en difficulté. Cette denrée étant prisée, on constate une variation importante de son prix sur le marché.



(Photo n°6 INSS-Etude Oxfam septembre 2012)

Le 15 septembre 2012

Cette image ci-contre présente une boîte servant d'unité de mesure pour la vente du haricot. Suivant les saisons, le prix de vente varie entre 875 et 1750 FCFA.

Le haricot est une denrée très consommée dans le plateau Mossi. Il rentre dans la préparation de mets locaux comme le *gaonré* qui est de plus en plus consommé lors de grandes cérémonies. Il est aussi consommé seul ou accompagné de riz, du couscous ou le maïs. Il est très cultivé car son cycle de production est relativement court (45 jours). Cette denrée s'exporte de plus en plus du Burkina Faso vers les pays de la sous région (Ghana, Nigeria,...)

D'autres comportements singuliers d'adaptation se manifestent tels que la mise en commun de moyens financiers par plusieurs chefs de ménage pour se procurer une denrée et se la partager :

« Pendant les périodes de fête (Tabaski) on peut s'associer à plusieurs pour acheter un mouton pour partager la viande entre nous. On peut acheter et payer à tempérament quand on connaît le vendeur de bétail », propos de monsieur Gansoré.

Les périodes de crises alimentaires peuvent avoir des effets dévastateurs sur les foyers. Excédés par leurs incapacités à subvenir à leurs besoins, certaines personnes en arrivent à des actes déplorables comme les suicides et les abandons de foyers.

2. Stratégies d'adaptation dans les ménages

Les stratégies d'adaptation représentent les actes posés pour résister aux effets négatifs de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Cela se traduit par un changement de comportement aussi bien chez les hommes que chez les femmes. En effet, en période de crise alimentaire, les hommes, chefs de ménage deviennent plus exigeants dans la gestion de leurs ressources financières ou parfois se désengagent de certaines charges. D'après le témoignage de madame Cissé, son époux serait devenu plus radin et *« il refuse de payer les ordonnances »*. Elle affirme que *« Pendant ma grossesse, je prends tout en charge alors qu'avant c'était lui »*. Certains chefs de ménage se privent de nourriture ou réduisent leur consommation. Selon les propos de monsieur Ouédraogo : *« il arrive que nous chef de famille on ne mange pas à la maison du fait que la nourriture est insuffisante, on préfère laisser les femmes et les enfants manger »*. Il ajoute

« *l'augmentation des prix fait que les gens ne s'invitent plus souvent pour manger le repas. On préfère te proposer de l'eau à boire mais on ne t'invite pas à manger* ». Dans certains ménages, la solidarité au sein des couples est parfois renforcée ainsi que le souligne monsieur Gansonré : « *l'augmentation des prix affecte tous les deux membres du ménage donc on est obligé de s'épauler et chacun contribue à sa façon* ».

Pour résister aux crises alimentaires les populations diminuent leurs rations alimentaires pour pouvoir échelonner leurs stocks alimentaires sur une durée relativement longue. Face à l'augmentation des prix des denrées, par exemple, la stratégie développée par beaucoup de ménages est la consommation de riz de qualité moyenne en lieu et place du riz de qualité supérieure, la diminution de la fréquence de consommation de viande. Les boissons locales (*zoom koom, jus de bissap et dolo*) sont privilégiées par rapport à celles importées (bières et coca-cola). Aussi, les femmes abandonnent des pommades et savons de meilleure qualité et coûteux au profit de ceux qui sont moins coûteux. « *On se lave maintenant avec le savon kabakourou¹³ et je me pommade avec la pommade "bébé et maman"* » (Madame Cissé). Le savon *kabakourou* est un savon fabriqué localement par un mélange de potasse obtenue à partir de liquide extrait de la cendre de bois de chauffe, associé au beurre de karité et la soude caustique. Il coûte relativement moins cher. La « *vie chère* » entraîne aussi la réduction des courses facultatives et l'endettement des hommes pour faire face aux dépenses des ménages. Par ailleurs, les femmes développent des activités commerciales pour soutenir leurs époux.

3. Systèmes de protection sociale

Dans la ville de Kaya, on peut distinguer les aides sociales provenant de sources privées et celles de sources publiques ou institutionnelles. Les aides de sources privées émanent de particuliers, d'entreprises ou sociétés privées, d'opérateurs économiques (Société de transport OA, Hôtel Kazindé, etc.), de grands commerçants, etc. Ces derniers pour la plupart de confession musulmane inscrivent leurs aides dans la logique de la *Zakat*. Ce sont des aides ponctuelles composées de vivres, argent, fournitures scolaires et vêtements. Dans cette catégorie, on peut aussi citer les aides faites par les personnalités politiques destinées aux personnes indigentes, aux jumeaux et personnes âgées. Ces aides sont considérées comme des actes de charité et la recherche de bénédiction par ceux qui les offrent.

Les aides d'origine publiques ou institutionnelles, se réfèrent à celles apportées par l'Etat, la croix rouge; l'OCADES ; l'ONG Plan, le gouvernement ; l'Église catholique et l'Église protestante. Les aides apportées par ces différentes institutions sont composées de tentes, une vente des vivres à prix social (prix réduit au deux tiers), les dons de vivres, la distribution de médicaments et de couvertures, les contributions en argent pour la reconstruction des maisons détruites lors des inondations, l'abri temporaire des sinistrés dans les écoles. La majorité de ces aides sont ponctuelles et interviennent surtout lors des événements comme les inondations, la sécheresse et la famine. Les aides permanentes proviendraient de la mission Catholique, de l'action sociale et de l'ONG Croix-Rouge.

Les populations apprécient les aides apportées, mais elles relèvent quelques insuffisances par rapport à leur efficacité et les mécanismes de mise à disposition:

« *Les gens veulent qu'on les aide même lorsqu'ils ne sont pas en difficultés* », « *la vente des denrées alimentaires à prix social est réelle et efficace car ça aide beaucoup mais cela*

¹³ Caillou en dioula. La symbolique est que le savon *kabakourou* fait à base de résidu de savon industriel recueilli au niveau des déversoirs des usines, est dur comme le caillou.

est souvent mis à mal par certains commerçants qui donnent de l'argent à des gens pour acheter ces denrées à prix social pour leur remettre et eux à leur tour les stockent dans leur magasin pour revendre. Donc je souhaite que la vente des denrées à prix social soit pérenne pour lutter contre la volatilité des prix », selon un chef de ménage dans la ville de Kaya.

Dans l'ensemble, il y a une complémentarité entre le système formel et informel d'aide dans la mesure où ces aides diverses permettent de soulager les personnes en difficulté. Les problèmes rencontrés ont trait à l'inadéquation de certaines aides octroyées par rapport aux besoins réels, la mauvaise foi de certains commerçants qui spéculent. Aussi, lors des distributions du matériel aux personnes en difficulté, il y a des personnes qui n'en bénéficient pas parce qu'elles n'ont pas été recensées. La difficulté est aussi liée au nombre très élevé de nécessiteux par rapport à l'offre d'aide disponible.

C- ANALYSE DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES DANS LE VILLAGE DE NESSEMTENGA

1. Perception des tendances du bien-être

1-2. Description du mode de vie des ménages et leurs habitudes alimentaires

En tenant compte de l'effectif des personnes dans les ménages des informateurs, nous pouvons dégager deux grandes catégories : les ménages de grande taille constitués (polygames) et ceux de petites tailles (monogames).

Particulièrement en milieu rural, on retrouve de nombreux ménages polygames dont les enfants vivent avec leurs parents jusqu'à l'âge adulte. On y retrouve également des veuves qui sont chefs de ménage. Lorsqu'il s'agit d'une famille polygame, et que l'époux décède, chaque femme reconstitue un ménage entouré de ses enfants.

Dans les zones rurales, les aliments consommés dans les ménages sont la pâte préparée à base de sorgho communément appelé *tô*¹⁴, le riz, la bouillie de mil, le haricot, le *wesla*¹⁵. La sauce de ces aliments est très souvent accompagnée de poissons et de viande. En l'absence de crise alimentaire, les ménages prennent généralement trois (3) repas par jour (le matin, à midi et le soir). Le repas du matin est très souvent constitué du restant du repas de la veille. Les prises de repas se font autour de 07 heure, 12 heure et 19 heure. En temps de crise, les ménages consomment le *tô* de mil, les feuilles de haricot, le *sogda*¹⁶, le haricot, le riz et le maïs.

Il faut noter que le plat à base de *Sogda* est consommé par plaisir en temps normal, mais sa consommation devient plus importante et régulière en situation de crise alimentaire. Pendant cette période, les feuilles du *sogda* sont associées à la farine de petit mil ou de sorgho pour préparer le *wesla* qui est un aliment consistant utilisé pour calmer les sensations de faim. Les périodes de

¹⁴ Le *tô* : Repas sous forme de pâtes préparé à base de la poudre de mil, riz

¹⁵ *Wesla* : repas fait à base de grain de sorgho sommairement écrasés, et on mélange avec des feuilles alimentaires. A défaut du Sorgho on utilise la farine de riz, de petit mil.

¹⁶ *Sogda* : plantes comestibles utilisée en mélange avec la farine de petit mil ou de sorgho pour préparer le *wesla*

disette, se caractérisent aussi par une forte réduction de la quantité de viande et de poisson consommée, ainsi que du nombre de repas journalier. Les heures de repas sont alors fixées à 08 heures et 20 heures pour ceux qui consomment deux (2) repas journaliers et à 19 heures pour ceux qui en prennent un seul.

L'homme et la femme s'entraident pour les dépenses quotidiennes du ménage. Les hommes supportent habituellement les dépenses liées à l'achat de céréales et les femmes celles liées à l'achat de condiments ou d'épices : feuilles sèches, le gombo sec, *soumbala*, beurre de karité, oseille, cube Maggi, sel, poisson séché. Les hommes contribuent parfois pour l'achat de condiments à hauteur de 1 000 F CFA à 4 500 F CFA par mois.



15 septembre 2012

Jour de marché très animé :

L'image ci-contre représente des vendeuses de condiments face à un étalage de condiments. Cet étalage est composé d'épices, de gombo secs, de cubes d'assaisonnement, de maggi blanc, du sel, du *soumbala*, de poudre de tomate, de poissons secs, de l'ail, et du piment sec.

(Photo n°7 INSS-Etude Oxfam, septembre 2012)

Dans le village de Nessemtega, les dépenses relatives à la santé, à la scolarisation, à l'achat des intrants agricoles et les événements sociaux sont à la charge des hommes. Ces dépenses annuelles par exemple sont de l'ordre de 5 000 F CFA à 50 000 F CFA pour la santé, de 4 000 F CFA à 175 000 F CFA pour la scolarisation des enfants, environ 80 000 F CFA pour l'achat d'intrants agricoles. Les dépenses pour les événements sociaux (baptême, mariage, funérailles) dans le village peuvent varier entre 10 000 F CFA et 50 000 F CFA.

Tous les ménages situés en milieu rural pratiquent une agriculture de subsistance produisant des céréales sur des superficies assez réduites essentiellement pour leur consommation domestique. Les revenus des hommes proviennent des activités telles que l'orpaillage, l'élevage, la vente de productions céréalières comme le haricot, le sésame et les arachides, le travail de la forge, les transferts d'argent des enfants ou parents vivant dans les grandes villes, et le petit commerce (boutiques, moulins, vidéoclubs). Le revenu annuel tiré de l'orpaillage serait en moyenne de 50 000 F CFA, celui de l'élevage oscillerait entre 15 000 F CFA à 53 000 F CFA. La vente des produits de rente cultivés (haricot, sésame et arachides) rapporterait environ 60 000 F CFA et 110 000 F CFA. Un des commerçants de Nessemtega gagne en moyenne 91 000 F CFA par mois pour ses activités (boutique, loyer, moulins, vidéo club). Un autre quant à lui, gagne en moyenne 10 000 FCFA par mois dans le commerce de chaussures.



15 septembre 2012

La photo ci-contre représente un boutiquier du village. Il vend diverses marchandises produits alimentaires et non alimentaires (lait, riz en sac, sucre, pâtes alimentaires, conserves, etc., savons, piles, etc.)

(Photo n°8 INSS-Etude Oxfam, septembre 2012)

Quant aux femmes, elles ont pour sources de revenus le petit commerce (céréales, poissons secs), l'agriculture (arachide, haricot, melon) et l'orpaillage. Pour le petit commerce, les revenus oscilleraient entre 10 000 F CFA et 30 000 F CFA par an. Dans l'agriculture, elles obtiendraient des revenus annuels situés entre 10 000 F CFA et 45 000 F CFA. L'orpaillage leur rapporterait entre 50 000 F CFA et 56 000 F CFA par an. Les aides provenant des transferts d'argent de la part d'un proche parent, ont été évoqués par la première épouse de Monsieur Bamogo et celle-ci reçoit en moyenne 20 000 F CFA par an.

1-2. Différences en terme de genre et de catégories socioprofessionnelles

Dans le contexte de Nassemtenga, ce qui différencie les hommes et les femmes sont leurs sources de revenus et leurs obligations financières par rapport aux dépenses du ménage. Selon les informations recueillies, les catégories de personnes qui s'en sortent mieux de façon générale sont les femmes, les commerçants (boutiquiers, propriétaires de moulins), les fonctionnaires, les jeunes mariés, les éleveurs et les artisans. Les femmes vivraient mieux parce qu'elles n'ont pas trop de charge financières dans leurs foyers. Les commerçants sont perçus comme des personnes ayant régulièrement de l'argent pour satisfaire leurs différents besoins. Les agents de la fonction publique, autrement appelés « fonctionnaires » disposent d'un revenu permanent et sont enviés par les autres membres de la population. Quant aux éleveurs, ils sont considérés comme étant à l'aise dans la mesure où ils peuvent vendre leur bétail pour résoudre un problème ponctuel d'ordre alimentaire ou sanitaire.

1-3. Comportements en temps de volatilité des prix des produits alimentaires

En temps de volatilité des prix des denrées alimentaires, différentes stratégies ponctuelles sont adoptées par les ménages dans les milieux ruraux. Il s'agit entre autres de la réduction des quantités de céréales consommées, la réduction de la consommation de poisson et la diminution des dépenses liées aux événements d'ordre social tels que les baptêmes, les funérailles. Outre ces diminutions, certains ménages abandonnent la consommation de sucre, de riz, de la viande

au profit du poisson fumé notamment lors du mois de jeûne (carême). De plus, les gens vendent du bétail pour investir dans le commerce et résoudre les besoins urgents. En milieu paysan, on assiste à une gestion plus rigoureuse des stocks de céréales ; en témoigne le propos de Habibou : « *concernant le mil, avant c'était au mortier qu'on obtenait la farine de mil pour faire le tô mais aujourd'hui les femmes privilégient le moulin pour minimiser les pertes en farine* ». En particulier, certains événements causent de la peine et engendrent un sentiment d'insécurité au sein de la population. Il s'agit de la famine, les maladies, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, la sécheresse, l'incapacité pour les jeunes de se marier et résoudre ses problèmes économiques.

2-Stratégies d'adaptation

A l'échelle des ménages dans le village de Nessesmtenga, tout comme au niveau de la population générale, les changements qui affectent le bien-être des membres représentent essentiellement les insuffisances pluviométriques, les inondations, les maladies, l'augmentation des prix des denrées alimentaires de première nécessité. Ce qui fait que les gens parlent de *vie chère*. Ces événements entraînent des changements de comportement dans les habitudes alimentaires par un procédé de rationalisation des quantités consommées. Dans certains ménages, on assiste au renforcement de la solidarité et l'entraide entre les membres. Cependant, il arrive parfois qu'il y ait des malentendus concernant la gestion des réserves alimentaires et des épouses sont parfois accusées de gaspiller les ressources, notamment les céréales destinées à la consommation. Dans d'autres ménages, les membres ne sont plus exigeants sur la qualité du repas, l'important pour eux, c'est de pouvoir offrir de quoi manger. Dans les villages, face à l'insuffisance de céréales, les populations consomment régulièrement des feuilles alimentaires, entre autres, le *sogda*. De manière ponctuelle, pour s'adapter aux changements, dans la plupart des ménages en milieu rural, on assiste à une diminution de la quantité du mil consommée par jour et à une suspension de la consommation de viande, du poisson et du riz. Par exemple, dans le ménage de Monsieur Yamba, lorsqu'il y a une crise alimentaire, on consomme rarement du haricot (niébé) à cause de l'augmentation du prix de vente sur le marché, et l'huile servant à l'assaisonnement.

3-Systèmes de protection sociale

Dans le village de Nessesmtenga, il ressort des entretiens avec les populations qu'il n'existe quasiment pas de mécanismes d'aides permanentes permettant de soutenir les populations pendant les périodes difficiles. Les aides qui leur parviennent sont toutes ponctuelles et émanent de l'État, de l'ONG Plan-Burkina et de l'Église Catholique. Les aides de l'État concernent la vente des céréales à prix social (12.000 FCFA/ sac de 100 kilogrammes). L'ONG Plan-Burkina a intervenu en 2012 à travers des dons d'argent à 100 personnes à hauteur de 12.000 F CFA par personne. L'aide de l'Église catholique est plus régulière car celle-ci distribue chaque année des céréales aux populations les plus vulnérables, notamment les malades, les orphelins, les vieilles femmes et les veuves.

Lorsque les populations de la localité sont confrontées à des difficultés dans leur vie quotidienne, elles reçoivent des soutiens des services sociaux de l'État, des ONG/Associations, des personnes de bonne volonté, des responsables de la mairie.

En effet, il existe aussi une entraide entre les populations, qui consiste à prêter des céréales à des proches qui les rembourseront après les récoltes. Outre ces aides, on observe des actes de charités à l'endroit des vieilles personnes et des handicapés. Au regard de cet acte de charité Monsieur Pingdba affirme ceci : « *je pense que ce sont des aumônes et c'est une bonne chose. Cela permet aux bénéficiaires d'être heureux et ils font des bénédictions* ».

Tableau n. 8 Nature et provenance des soutiens aux populations

Nature du soutien	Provenance
-Subvention des prix des denrées alimentaires -Don de vêtements -Don de médicaments aux malades	ONG/Associations humanitaires
-Subvention des vivres (maïs, mil, huile) -Don de vêtements -Subvention des prix des médicaments dans les dépôts pharmaceutiques (médicaments essentiel génériques) -Microcrédit pour les activités génératrices de revenus (AGR)	Etat (Mairie et services de l'action sociale)
-Don de vivres aux populations démunies -Don d'argent (appui aux activités génératrices de revenus) -Octroi de microcrédit aux groupements villageois	Personnes de bonne volonté

Source : Enquête de terrain, septembre 2012

Par ailleurs, selon les informations recueillies, l'aide la plus efficace en cas de volatilité des prix des denrées alimentaires, c'est la vente de vivres à prix social dans la mesure où, au moins la plupart des familles peut en bénéficier. Cette vision est partagée par Monsieur Pingdba qui affirme que : « *je pense que c'est une bonne chose car elle permet à chaque famille de pouvoir acheter de quoi se nourrir* ».

Du point de vue de Monsieur Yamba, dans le village de Nessemtega, le système de protection sociale des institutions apporte une aide insuffisante par rapport aux besoins des personnes en difficulté. Par exemple, la vente des produits alimentaires à prix social est limitée exclusivement à ceux qui habitent dans des endroits éloignés du village.

Le système informel de protection sociale est caractérisé par une forme de solidarité villageoise qui se manifeste par des cotisations ponctuelles pour soutenir une personne ou des ménages en fête ou en difficulté. On assiste également aux partages de rations alimentaires de manière occasionnelle ou de façon régulière entre ménages. L'entraide collective dans les travaux champêtres concerne les activités de labours et des récoltes. Il faut noter qu'il y a une complémentarité entre les systèmes formels et informels de protection sociale, ce qui permet aux populations de surmonter les difficultés liées à la volatilité des prix des denrées alimentaires, survivre aux crises et à la vie chère.

7 RÉSULTATS SUR D'AUTRES SUJETS

7.1 Les futurs agriculteurs

Suite aux entretiens réalisés auprès des populations par rapport au bien-être et la qualité de vie, on remarque que les agriculteurs et les éleveurs vivent moyennement bien, mais ils sont vulnérables lorsque des crises surviennent. Ces crises peuvent être la sécheresse ou une épidémie virale qui décime les animaux. Dans la région de Kaya, les jeunes s'intéressent de moins en moins à l'agriculture à cause des difficultés d'accès à la terre et particulièrement aux espaces aménagés autour des retenues d'eau. Le propos ci-dessous illustre cela :

« Dans le plateau central, en ce qui concerne l'accès à la terre, il y a des exclusions. Les propriétaires terriens sont généralement des personnes âgées, des chefs de ménage. Les gens n'ont plus cette possibilité d'avoir de grands espaces », un responsable de projet de développement local de Kaya.

En plus, sur le plan pédologique, les sols sont peu fertiles et les sécheresses sont récurrentes d'années en année. De plus en plus, les gens ne sont plus enclins à cultiver, et préfèrent les emplois qui nécessitent peu d'efforts :

« Je sais qu'à Kaya ici, la plupart des jeunes exercent des activités commerciales. Beaucoup tiennent des kiosques et des boutiques, certains ont des véhicules de transport en commun. En tout cas, ils sont dans le secteur informel. Les sites d'or aussi accaparent les jeunes qui veulent faire fortune. Les jeunes veulent vivre bien et réussir rapidement », personne ressource dans la ville de Kaya.

Le secteur de l'élevage est une grande potentialité dans la région du Centre-Nord, mais l'inorganisation et l'analphabétisme des acteurs limitent énormément son développement optimal. Les acteurs dans les services en charge de l'agriculture mènent des actions ponctuelles, parfois inefficaces pour améliorer les conditions de travail et le rendement des producteurs. Il s'agit d'appuis conseil sur les pratiques agricoles, les dons de semences améliorées. Pour que les jeunes s'intéressent aux activités agropastorales, le mieux c'est de mettre en place un bon système d'organisation, ainsi que l'exprime une personne ressource de la localité :

« Dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, il y a la nécessité d'organiser les producteurs. C'est ce que nous faisons en mettant l'accent sur les filières porteuses, et le renforcement des capacités des producteurs. Nous faisons en sorte qu'ils se sentent comme acteurs et bénéficiaires », responsable de projet de développement locale à Kaya, personne ressource.

L'une des difficultés qui découragent les jeunes des activités agricoles, c'est le caractère aléatoire des conditions climatiques. Néanmoins l'élevage selon les procédés d'embouche serait plus rentable pour les populations :

« Dans la localité, les gens peuvent vivre de l'élevage, surtout si le ministère arrive à prendre en charge l'alimentation du bétail. L'agriculture décourage parfois à cause des aléas climatiques. S'il ne pleut pas suffisamment, comment peut-on faire pour récolter et avoir des bénéfices », femme responsable d'association dans la ville de Kaya.

Dans la région du Centre-Nord, pour ceux qui pratiquent l'agrobusiness, l'écoulement de leurs produits est parfois difficile. Les gens n'achètent pas toujours les récoltes, ou bien, ils les achètent à un prix bas, ce qui peut entraîner des pertes considérables au niveau des producteurs. Il s'agit notamment de la production des légumineuses telles que les oignons, les tomates, les aubergines. En témoigne le propos ci-dessous :

« En matière d'activité agricole, c'est l'écoulement des produits qui est assez difficile. Sinon, les gens ont de l'espoir. Quelqu'un peut investir environ 1 000 000 F CFA ou 2 000 000 F CFA mais ne parvient pas à écouler sa production. C'est ça qui a fait que les jeunes abandonnent le maraîchage », un chef coutumier exploitant agricole dans la ville de Kaya.

7.2 Activités des jeunes comparées à celles de leurs parents

Avec l'évolution des conditions de vie et de travail, les moyens de subsistance des jeunes ces temps-ci sont l'artisanat (soudure et mécanique), le maraîchage, l'élevage, l'orpaillage et le commerce. Pour leurs parents, le gagne-pain provient essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et du commerce. La différence entre les occupations des jeunes et celles de leurs parents est que

les parents sont restés attachés à la production agricole (agriculture et élevage) de subsistance contrairement aux jeunes qui préfèrent les cultures de rente et l'orpaillage. Dans le cadre du commerce, la différence est qu'avant les parents n'avaient pas trop de débouchés pour écouler leurs produits alors qu'aujourd'hui les jeunes vont vendre leurs produits à Ouagadougou ou ailleurs et réalisent des chiffres d'affaires plus importants. La plupart des jeunes vivent dans la «débrouille ».

Cet intérêt pour l'agriculture pourrait se justifier par leur conviction selon laquelle l'agriculture, l'élevage et le travail dans le domaine de l'agro-alimentaire sont des moyens fiables d'assurer une subsistance à long terme. Ses activités permettent d'atténuer les conséquences de la volatilité des prix des denrées alimentaires, étant donné que les ménages constituent des stocks alimentaires avec les produits de la récolte. Avec la modernisation de l'agriculture, les femmes ont de plus en plus accès aux espaces aménagés à des fins d'exploitation agricole, mais les pesanteurs socioculturelles font qu'elles n'arrivent pas à s'épanouir dans ce secteur. Elles sont soit dépossédées arbitrairement de leur lopin de terre, ou soit accèdent difficilement à des crédits d'investissement. Ces difficultés ne leur permettent pas de s'épanouir et de sortir de leur état de précarité.

8 IMPLICATIONS POLITIQUES

Au regard des crises alimentaires récurrentes qui affectent le bien-être des populations de la région du Centre Nord en particulier et du Burkina Faso en général, cette étude formule certaines recommandations. Celles-ci impliquent autant les acteurs politiques que les spécialistes du développement et les populations toutes catégories confondues.

8.1 Promouvoir la vente de vivres à prix social au profit des plus démunis

Il est ressorti de nos investigations que la variabilité des prix des denrées alimentaires est aggravée dans la province du Sanmatenga par la spéculation des commerçants. En effet, ceux-ci stockent les vivres, créent des pénuries fictives pour pouvoir revendre plus chère en période de soudure lorsque la demande est forte. Pour contrer une telle attitude, la ligue des consommateurs du Burkina Faso (organisation de la société civile) en collaboration avec la SONAGESS (structure du ministère de l'agriculture) a mis en vente des vivres dans des boutiques témoins, en détail, à « *prix social* » aux personnes vulnérables. A titre d'exemple, le sorgho blanc qui est la céréale la plus consommée est vendu à 11 500 F CFA le sac de 100 kg (environ USD 25) pendant qu'au même moment il coûte sur les marchés locaux 25 000 F CFA (USD 55). Pour éviter que les commerçants spéculateurs ne reviennent acheter ces vivres dans ces « boutiques témoins », la Ligue des consommateurs passe par des associations qui s'occupent des personnes défavorisées afin qu'elles recensent les personnes et les ménages devant bénéficier de ces vivres. Ce système qui permet aux plus démunis d'acquérir des vivres à prix social, a montré son efficacité. Il serait donc bon de le perpétuer en impliquant d'autres organisations de la société civile (association de retraité, syndicats de travailleurs, etc.).

8.2 Renforcer la mécanisation de l'agriculture

Les méfaits du changement climatique ont découragé de nombreux jeunes et les ont détournés des travaux champêtres. Dans la province du Sanmatenga, il existe de nombreuses potentialités en termes de retenues d'eau. Néanmoins, de moins en moins de jeunes gens sont attirés par l'agriculture. Ils sont beaucoup plus attirés par l'orpaillage et le commerce qui permet d'être rapidement riche. L'Etat devrait encourager ceux qui s'adonnent à l'agriculture en leur octroyant

des appuis à la mécanisation, aux microcrédits et à la formation. La valorisation du travail de la terre pourrait mobiliser de nombreux jeunes qui demeurent conscients des risques liés à l'orpaillage et au commerce.

8.3 Mettre à la disposition des zones déficitaires les productions vivrières des provinces excédentaires

La physionomie agricole du Burkina Faso est telle que les régions du Sud, de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays sont le plus souvent excédentaires en termes de production agricole. Par contre, celles du centre et du Nord sont constamment déficitaires. L'inexistence d'un système véritable de transfert des excédents céréaliers au niveau national, le mauvais état des routes, font que les zones démunies ne profitent pas des excédents du reste du pays. Il arrive de ce fait que l'Etat sollicite l'aide internationale alors qu'une bonne redistribution de la production agricole nationale aurait permis de combler les poches de déficit.

8.4 Promouvoir les activités génératrices de revenus pour les jeunes agriculteurs et les femmes

En saison sèche les jeunes agriculteurs et les femmes épuisent leurs stocks alimentaires et vivent dans la pauvreté. Les difficultés qu'ils ont pour accéder aux crédits à cause du taux d'intérêt exorbitant peuvent être résolues en partie grâce à des soutiens de l'Etat pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus. Les bénéfices engrangés pourront être réinvestis dans l'agriculture pendant la saison des cultures tout en permettant de mieux passer la période de soudure.

Un proverbe burkinabè dit « la femme c'est le foyer » c'est-à-dire que c'est elle qui organise la maison et s'occupe de l'alimentation du ménage. Assez souvent elle se débrouille pour trouver les condiments qui entrent dans la préparation du repas quotidien. Alors, lorsque la femme dispose de revenus substantiels, la situation alimentaire des membres du ménage s'améliore. Il importe donc de permettre aux femmes d'exercer des activités rémunératrices. La promotion des activités de contre saison notamment le maraîchage est également une solution en ce sens qu'elle permet aux populations de disposer de revenus.

8.5 Mettre en place une centrale d'achat de céréales et d'intrants agricoles

Au Burkina Faso, il a existé par le passé l'Office national des céréales (OFNACER) qui disposait des silos dans de nombreuses régions du pays. Ces banques de céréales étaient approvisionnées par des achats réalisés par l'Etat auprès des producteurs. Ces vivres étaient revendus aux consommateurs à des prix non concurrentiels. Des problèmes liés à la mauvaise gestion, et l'avènement du programme d'ajustement structurel (PAS) dans les années 1990 ont entraîné la faillite de cette structure. Dans la situation actuelle une telle centrale d'achat est réclamée aussi bien par les producteurs que les consommateurs car elle permettra de racheter des productions des paysans qui souhaitent vendre leur surplus, tout en mettant à la disposition du consommateur des vivres en qualité et en quantité à des prix réduits. Ce type de structure pourrait aussi disposer d'intrants agricoles en quantité et en qualité pour éviter les spéculations dont sont victimes les producteurs.

8.6 Veiller à l'intégration agriculture - élevage

De nombreux agriculteurs sont aussi des éleveurs. Toutefois cela n'est pas toujours constaté chez les petits producteurs, or la promotion de l'intégration agriculture-élevage devrait permettre de soulager ces derniers. Cela pourrait se faire par des dons d'animaux d'embouche aux plus pauvres surtout en milieu rural.

8.7 Mettre en place un système de protection sociale en faveur des plus démunis

Il ressort de tous les entretiens que les populations estiment que l'Etat ne vient pas suffisamment à leur secours de façon permanente. Seules les ONG caritatives sont citées régulièrement. En période de crises, des initiatives louables viennent de la part des structures de l'Etat. Toutefois il serait intéressant de mettre en place un système permanent et fiable de protection sociale surtout en faveur des pauvres et des petits producteurs afin de leur permettre de résister aux catastrophes qui sont de plus en plus récurrentes.

Au terme de cette étude, il ressort que l'élevage est un secteur important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. En effet, ce secteur facilite l'accès des ménages aux produits alimentaires à travers le revenu issu de la vente du bétail et de la volaille. Par ailleurs, l'utilisation des animaux de trait dans le processus de production permet aux ménages d'améliorer leur productivité et par conséquent leurs disponibilités alimentaires. Il faudrait donc encourager les ménages à pratiquer l'élevage car cela constitue pour eux un filet de sécurité et une réserve de valeurs qu'ils peuvent utiliser pour échapper à la sous-alimentation.

8.8 Dynamiser les politiques d'intégration

En Afrique de l'Ouest les regroupements d'Etat à travers les institutions telles que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sont des institutions qui pourrait jouer un rôle important dans la sécurité alimentaire. Elles sont fondées sur une politique d'intégration et mettent en avant la libre circulation des biens et des personnes. C'est un créneau qui peut être exploité afin de réguler les prix des denrées alimentaires et permettre aux opérateurs économiques d'approvisionner les zones déficitaires en produits céréaliers. Cependant des dysfonctionnements sont constatés dans la mise en œuvre des politiques édictées par ces institutions (racket des voyageurs, spéculations sur les prix des denrées, non-respect du tarif extérieur commun, etc.). Il serait également utile de renforcer les actions entreprises dans le cadre du Comité Inter-états de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) en matière de sécurité alimentaire (les reboisements, sauvegarde et restauration de l'environnement, lutte antiacridienne, etc.). Il convient aussi de veiller à l'harmonisation des politiques et des stratégies nationales, régionales et internationales en matière de sécurité alimentaire et de développement en fonction des besoins réels des populations.

Bien que les interventions ponctuelles d'ONG (OXFAM, PAM, FAO, HCR, etc.) de courte ou de longue durée, pour aider les populations en situation d'urgence alimentaire soient salvatrices, elles nécessitent une coordination et un accompagnement qui permettent, de prendre la mesure des urgences et envisager les réponses appropriées à long terme.

9 CONCLUSION

La stabilité des prix des denrées alimentaires est un facteur essentiel pour le bien-être des populations. Cette stabilité dépend de l'organisation et l'efficacité des actions entreprises pour promouvoir le secteur agricole. Le contexte du sous-développement du Burkina Faso se reflète sur

les populations en ville comme dans les villages. L'agriculture est pratiquée dans le but d'assurer une autosuffisance alimentaire, mais aussi servir de source de revenus aux populations. Les jeunes qui s'investissent dans l'agrobusiness sont parfois confrontés à des difficultés de commercialisation. Pour mener une action efficace contre la crise alimentaire au Burkina Faso, il faut une approche multisectorielle et une volonté politique affichée pour réguler le prix des denrées alimentaires et apporter un appui financier au secteur de l'agriculture. Par ailleurs, la problématique de la sécurité alimentaire relève d'un ajustement des réalités locales et internationales en étant conscient que les populations imaginent toujours des solutions pour assurer leur survie et s'adapter aux pénuries et aux fluctuations des prix des denrées alimentaires. L'impact des changements climatiques associé à la dégradation des sols expose les populations aux risques de catastrophes ; ce qui recommande la mise en œuvre des politiques et stratégies pour renforcer la résilience des populations.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Aboubacar BA (2008 ; *Sémantique de l'approche alimentaire et rapport aux territoires : l'évolution des politiques agricole dans les pays du sud*, fondation Biotechnologie pour le développement en Afrique (BDA), volume 39, N°1, 129p

Claude WETTA ; Samuel T. KABORE ; Ludovic KIBORA ; et al. (mars 2011) ; *Pauvreté chronique et transitoire au Burkina Faso : une analyse chronique de la dynamique à partir de données agricoles*, CEDRES (PRPC)/CRPC version finale, 77p

ECOWAS/CILSS (2004) cadre de politique agricole pour l'Afrique de l'Ouest,, ABUJA/OUAGADOUGOU, 169p

Eric PALE (2009) ; *Transmission des prix internationaux sur les prix des céréales et prix de parité à l'importation des céréales au Burkina Faso*, Ouagadougou, SO.NA.GE.S.S. , 38p.

FAO (2006) note d'orientation N°2 « Sécurité alimentaire » consulté le 25 septembre 2012 en ligne sur www.fao.org

Institut nationale de la statistique et la démographie (INSD) (2008) *Recensement général de la population de d'habitat*, Ouagadougou, MEF, 52p.

Institut nationale de la statistique et la démographie (INSD), (2010) *Enquête démographique et de santé*, Ouagadougou, MEF, 325p.

Martin LOADA, Abdoulaye OUÉDRAOGO (2009) ; *Rapport Panorama 1 sur les statistiques de récoltes et alimentaires* ; FAO, country state pour l'Afrique sub-saharienne Rome septembre, 65p

Ministère de l'économie et du développement (2004) « Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CLSP) » MEDEV janvier, 131p

Ministère de l'économie et des finances ; *Stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2011-2015*, Ouagadougou, MEF 2011, 108p

Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (2010) ; *Etude sur la dynamique de la consommation alimentaire au Burkina Faso. Burkina Faso*, Ouagadougou, Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale (DGPER), Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires (DPSAA) 74p.

OCDE (2008) : « Évaluation économique des politiques de soutien aux biocarburants » 13p consulté le 18 Octobre 2012 en ligne sur <http://www.oecd.org/fr/echanges/echangesagricoles/40997221.pdf>

Olo SIB ; Telesphore OUEDRAOGO ; Stephane DEGUEURSE et Al. (2012) : *Rapport d'évaluation approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages en situation d'urgence (EFSA) dans 170 communes déclarées à risque d'insécurité alimentaire au Burkina Faso*, Ouagadougou, Programme Alimentaire Mondial (PAM), Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) 60p.

Paristech Review (2010) ; « Le paradoxe de l'autosuffisance alimentaire mondiale : un milliard de personne ont toujours faim » 4P. En ligne sur

<http://www.paristechreview.com/2010/06/29/paradoxe-autosuffisance-alimentairemondiale-un-milliard-de-personnes-ont-faim/> consulté le 27 septembre 2012

Thomas Bassett et Alex (2010) Winter-Nelson, *The Atlas of World hunger*, University of Chicago Press - USA

UEMOA, BCEAO, BOAD (2012) *Situation de l'agriculture de l'Union et perspectives pour la réalisation de la sécurité alimentaire et du développement agricole durable*, Lomé Etude UEMAO, 39 p.

UEMOA (2002) ; *les grandes orientations de la politique agricole de l'UEMOA*. Rapport principal. Ouagadougou, 152p

This report is co-published by the Institute of Development Studies and Oxfam International. IDS and Oxfam cannot be held responsible for errors or any consequences arising from the use of information contained in this report. The views and opinions expressed are those of the authors and do not necessarily reflect those of IDS or Oxfam policy positions.

© Institute of Development Studies and Oxfam International December 2012

This publication is copyright but the text may be used free of charge for the purposes of advocacy, campaigning, education, and research in non-commercial outputs, provided that the source is acknowledged in full. The copyright holder requests that all such use be registered with them for impact assessment purposes. Readers are encouraged to reproduce material from the report, but copying for any circumstances other than those listed above, or for re-use in other publications/translation or adaptation, permission must be secured. E-mail G.Edwards@ids.ac.uk.

The information in this publication is correct at the time of going to press.

Published by the Institute of Development Studies under ISBN 978-1-78118-279-6 in December 2012.

OXFAM

Oxfam is an international confederation of 17 organizations networked together in 94 countries, as part of a global movement for change, to build a future free from the injustice of poverty. For further information, visit www.oxfam.org

IDS

The Institute of Development Studies (IDS) is a leading global institution for development research, teaching and learning, and impact and communications, based at the University of Sussex. For further information, visit www.ids.ac.uk

Funded by



www.ids.ac.uk

www.oxfam.org